

MAITRE D'OUVRAGE :
ENEDIS





Extension du poste source de Bellenaves

Note d'accompagnement à la demande EXAMEN AU CAS PAR CAS BELLENAVES 03



Juillet 2024



<p><u>Maîtrise d’ouvrage</u></p> <p>ENEDIS</p>  <p>AD BRIPS RAB 5 rue Creuzat 38080 Isle d’Abeau</p>	<p><u>Bureau d’étude</u></p> <p>MEDIATERRE Conseil</p>  <p>Siège social 11 avenue de Tahure 13009 MARSEILLE</p>
<p>EXTENSION DU POSTE SOURCE DE BELLENAVES NOTE D’ACCOMPAGNEMENT A L’EXAMEN AU CAS PAR CAS (ARTICLE R. 122-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)</p>	

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	Danaée COSTA	Gilles DOUCE	07/2022	Établissement du document
B	Marylou GUILLEMEDE	Gilles DOUCE	08/2023	Mise à jour du document et intégration des études associées
C	Noémie PERNOT	Clara ESTAQUE	07/2024	Mise à jour du document et intégration des études associées

SOMMAIRE

1	PREAMBULE	6
1.1	PRESENTATION DU PROJET ET DE SES OBJECTIFS	6
1.2	OBJET DU DOCUMENT	6
1.3	DEFINITION DES THEMATIQUES ENVIRONNEMENTALES A EVALUER VIS-A-VIS DU PROJET	6
2	CONTEXTE ET PRESENTATION DU PROJET	8
2.1	CHAMP ELECTRIQUE ET MAGNETIQUE	8
2.1.1	DEFINITIONS DES CHAMPS MAGNETIQUES, ELECTRIQUES ET ELECTROMAGNETIQUES	8
2.1.2	LES SOURCES POSSIBLES DES CHAMPS ELECTRIQUES ET MAGNETIQUES	8
2.1.3	LES VALEURS DES CHAMPS ELECTRIQUES ET MAGNETIQUES EMIS PAR LE PRESENT PROJET	8
2.1.4	LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR	8
2.1.5	SYNTHESE DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES	9
2.2	PRESENTATION DU PROJET D'EXTENSION DU POSTE-SOURCE	9
3	MILIEU PHYSIQUE	14
3.1	CLIMAT	14
3.1.1	CONTEXTE REGLEMENTAIRE	14
3.1.2	LES DONNEES CLIMATIQUES	15
3.1.1	ÉVOLUTION DES DONNEES CLIMATIQUES	16
3.2	SOLS ET SOUS-SOLS	17
3.2.1	GEOLOGIE ET TOPOGRAPHIE	17
3.3	HYDROGEOLOGIE ET HYDROLOGIE	18
3.3.1	HYDROGEOLOGIE	18
3.3.2	LES EAUX DE SURFACE	18
4	MILIEU NATUREL	20
4.1	CONTEXTE REGLEMENTAIRE	20
4.1.1	LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE) AUVERGNE	20
4.1.2	POLITIQUE RELATIVE AUX ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS) DANS L'ALLIER	20
4.2	ZONES PROTEGEES ET PERIMETRE D'INVENTAIRE	20

4.2.1	ZONES NATURA 2000	20
4.2.2	LES ZONES NATURELLES D'INTERET ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE OU FLORISTIQUE	21
4.2.3	PLAN NATIONAL D'ACTION	21
4.3	PRE-DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE	22
4.3.1	VUES SUR LE PERIMETRE DE L'AIRE D'ETUDE	22
4.3.2	METHODOLOGIE DE L'ETUDE	22
4.3.3	BIBLIOGRAPHIE	22
4.3.4	BIBLIOGRAPHIE - REFERENCES	22
4.3.5	METHODOLOGIE D'EVALUATION DES ENJEUX ECOLOGIQUES DU SITE	23
4.3.6	ENJEUX HABITATS	23
4.3.7	ENJEUX ESPECES	24

5	MILIEU HUMAIN	26
5.1	TERRITOIRE DE L'AIRE D'ETUDE	26
5.1.1	LE DEPARTEMENT DE L'ALLIER	26
5.1.2	COMMUNAUTE DE COMMUNES SAINT-POURÇAIN SIOULE LIMAGNE	26
5.1.3	BELLENAVES	26
5.2	CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE	26
5.2.1	POPULATION	26
5.2.2	LOGEMENT	27
5.3	OCCUPATION DU SOL	27
5.4	ACTIVITES A PROXIMITE DE L'AIRE D'ETUDE	27
5.5	DEPLACEMENT	27
5.6	RESEAUX SECS ET HUMIDES	27
5.7	ÉMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE (GES)	27

6	PAYSAGES ET PATRIMOINE	29
6.1	GENERALITES	29
6.2	CARACTERISTIQUES DU SITE	29
6.3	PATRIMOINE	29
6.3.1	ARCHEOLOGIE	29
6.3.2	MONUMENTS HISTORIQUES	29
6.3.3	SITES INSCRITS ET SITES CLASSES	29

7	SANTE PUBLIQUE ET NUISANCES	30
----------	------------------------------------	-----------

7.1 QUALITE DE L’AIR	30	11.1.1 ORGANISATION GENERALE DE L’EXECUTION DES TRAVAUX	39
7.2 BRUIT ET AMBIANCE LUMINEUSE	30	11.1.2 EFFETS LIES AUX DECHETS DE CHANTIER	39
7.2.1 CONTEXTE ACTUEL DU TERRITOIRE	30	11.1.3 EFFETS ET MESURES LIES AU MILIEU PHYSIQUE	39
8 RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	31	11.1.4 EFFETS ET MESURES LIES AU MILIEU NATUREL ET AU PAYSAGE	40
8.1 RISQUES NATURELS	31	11.1.5 EFFETS ET MESURES LIES A L’ENVIRONNEMENT URBAIN ET AUX NUISANCES	40
8.1.1 FEUX DE FORET	31	11.1.6 EFFETS ET MESURES LIES A LA QUALITE DE L’AIR ET A L’ENVIRONNEMENT SONORE	41
8.1.2 SEISME	31	11.2 EFFETS PERMANENTS ET MESURES ASSOCIEES	41
8.1.3 INONDATION	31	11.2.1 EFFETS ET DES MESURES LIES AU MILIEU NATUREL ET AU PAYSAGE	41
8.1.4 MOUVEMENT DE TERRAIN	31	11.2.2 EFFETS ET MESURES LIES A L’ENVIRONNEMENT URBAIN ET AUX NUISANCES	42
8.1.5 ZONAGES DU PPRN ALLIER	32	11.2.3 EFFETS ET MESURES LIES AUX RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	42
8.2 RISQUES TECHNOLOGIQUES	32	12 BILAN DES ENJEUX APRES MISE EN APPLICATION DES MESURES D’ATTENUATION ET DE PROTECTION	44
8.2.1 INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT (ICPE)	32		
8.2.2 BASOL	33		
8.2.3 BASIAS	33		
8.2.4 INDUSTRIES REJETANT DES POLLUANTS	33		
8.2.5 LES SECTEURS D’INFORMATION SUR LES SOLS (SIS)	33		
8.2.6 TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES	33		
9 DOCUMENTS DE PLANIFICATION	35		
9.1 CONTEXTE ADMINISTRATIF	35		
9.1.1 COMPETENCES DE LA COMMUNE	35		
9.2 SCHEMA DIRECTEUR D’AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX RHONE-MEDITERRANEE	35		
9.3 CONTRATS DE MILIEUX	35		
9.4 SCHEMA D’AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX	35		
9.5 SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE	35		
9.6 PLAN LOCAL D’URBANISME	35		
9.6.1 LE PLAN LOCAL D’URBANISME DE BELLENAVES	35		
9.6.2 SERVITUDES D’UTILITE PUBLIQUE	36		
10 SYNTHESE DES ENJEUX	37		
11 MESURES ERC	39		
11.1 EFFETS ET MESURES EN PHASE DE CHANTIER	39		

TABLE DES FIGURES

FIGURE 1 : ILLUSTRATION DES CHAMPS ELECTRIQUES ET MAGNETIQUES.....8

FIGURE 2 : POSTE-SOURCE DE BELLENAVES9

FIGURE 3 : PLAN MASSE DU PROJET10

FIGURE 4 : SITUATION ACTUELLE DU POSTE-SOURCE11

FIGURE 5 : SITUATION PROJETEE DU POSTE-SOURCE12

FIGURE 6 : LOCALISATION DU PROJET13

FIGURE 7 : TEMPERATURES EN 2023 A VICHY-CHARMEIL15

FIGURE 8 : DEGRES-JOURS ET ENSOLEILLEMENT EN 2023 A VICHY-CHARMEIL.....15

FIGURE 9 : PRECIPITATIONS EN 2023 A VICHY-CHARMEIL.....16

FIGURE 10 : REPARTITION MENSUELLE DE LA PRESSION ET DE LA FORCE DU VENT A VICHY-CHARMEIL16

FIGURE 11 : CARTE DES CHANGEMENTS DE TENDANCES CLIMATIQUES DANS LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES.....16

FIGURE 12 : OBSERVATIONS DES SIMULATIONS CLIMATIQUES SELON LES SCENARIOS D'EVOLUTION17

FIGURE 13 : CARTE GEOLOGIQUE17

FIGURE 14 : PROFIL ALTIMETRIQUE OUEST-EST ET SUD-NORD AU POSTE-SOURCE DE BELLENAVES.....18

FIGURE 15 : LOCALISATION DE LA MASSE D'EAU SOUTERRAINE18

FIGURE 16 : RESEAU HYDROGRAPHIQUE19

FIGURE 17 : TRAMES VERTE ET BLEUE DU SRADDET20

FIGURE 18 : LOCALISATION DE LA ZONE NATURA 2000 PAR RAPPORT A L'AIRE D'ETUDE.....21

FIGURE 19 : LOCALISATION DES ZNIEFF21

FIGURE 20 : PLANS NATIONAUX D' ACTIONS.....22

FIGURE 21 : PHOTOGRAPHIES DU SITE.....22

FIGURE 22 : HABITATS NATURELS ET ANTHROPIQUE SUR L'AIRE D'ETUDE RESTREINTE24

FIGURE 23 : LEZARD DES MURAILLES (PODARCIS MURALIS) ET LE MOINEAU DOMESTIQUE (PASSER DOMESTICUS)25

FIGURE 24 : COMMUNAUTES DE COMMUNES ET D'AGGLOMERATION DE L'ALLIER26

FIGURE 25 : OCCUPATION DU SOL27

FIGURE 26 : LOCALISATION DES ROUTES ET VOIE FERREE27

FIGURE 27 : HETRAIE A HOUX (FORET BOURBONNAISE).....29

FIGURE 28 : QUALITE DE L'AIR AU 10 AVRIL 2024 A BELLENAVES (ATMO AURA)30

FIGURE 29 : POLLUTION LUMINEUSE (LIGHT POLLUTION MAP).....30

FIGURE 30 : RISQUE FEUX DE FORETS DE L'ALLIER.....31

FIGURE 31 : REMONTEE DE NAPPES31

FIGURE 32 : RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES32

FIGURE 33 : INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)33

FIGURE 34 : SYNTHESE DES RISQUES TECHNOLOGIQUES A PROXIMITE DU POSTE SOURCE34

FIGURE 35 : SCHEMAS DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT) DE L'ALLIER.....35

FIGURE 36 : EXTRAIT DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE BELLENAVES.....36

FIGURE 37 : SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.....36

FIGURE 38 : SYNTHESE DES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES38

1 PREAMBULE

1.1 Présentation du projet et de ses objectifs

Le poste-source de Bellenaves se trouve sur la commune de Bellenaves (03), dans le département de l'Allier, en région Auvergne Rhône-Alpes.

Ce poste-source à 63 000 / 15 000 volts est composé d'un transformateur de 20 MVA et d'une 1/2 rame.

ENEDIS souhaite étendre dans le cadre du S3ReNR le poste source 63 000/ 15 000 volts de Bellenaves pour l'ajout d'un transformateur 36 MVA avec la réalisation d'une nouvelle travée HTB + la construction d'une fosse déportée et d'une nouvelle 1/2 rames HTA.

La surface d'extension est d'environ 483m² à l'arrière du poste.

1.2 Objet du document

Le décret 2021-837 du 29 juin 2021 a modifié la réglementation applicable à l'évaluation environnementale en soumettant les projets routiers de ce type à un examen cas par cas (article R122 du code de l'environnement). L'autorité environnementale décide sur la base de ce dossier « cas par cas » si l'installation doit faire l'objet d'une évaluation environnementale (ou étude d'impact).

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
Energie		
32. Construction de lignes électriques aériennes en haute et très haute tension.	Construction de lignes électriques aériennes de très haute tension (HTB 2 et 3) et d'une longueur égale ou supérieure à 15 km.	a) Construction de lignes électriques aériennes en haute tension (HTB 1), et construction de lignes électriques aériennes en très haute tension (HTB 2 et 3) inférieure à 15 km. b) Postes de transformation dont la tension maximale de transformation est égale ou supérieure à 63 kilovolts, à l'exclusion des opérations qui n'entraînent pas d'augmentation de la surface foncière des postes.

Tableau 1 : ANNEXE À L'ARTICLE R. 122-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

1.3 Définition des thématiques environnementales à évaluer vis-à-vis du projet

Conformément aux articles L122-1 et R122-5 du code de l'environnement, une description des aspects pertinents de l'état initial, dénommée « scénario de référence », et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet doit être effectué, et notamment une description des facteurs suivants s'ils sont susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet : la population, la santé humaine, la biodiversité, les terres, le sol, l'eau, l'air, le climat, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris les aspects architecturaux et archéologiques, et le paysage. Afin de déterminer la pertinence des thématiques environnementales à prendre en considération lors d'une évaluation

environnementale, nous avons réalisé un tableau permettant de prioriser chaque thématique en fonction de leur lien avec le projet. La présente étude environnementale ciblera donc plus particulièrement les thématiques environnementales ayant un lien direct important avec la mise en œuvre du projet.

Cette analyse de la pertinence se fait selon les trois niveaux de priorité suivants :

- 1 : le thème se trouve en lien direct avec la mise en œuvre du projet et fait donc l'objet d'une analyse approfondie ;
- 2 : le thème a un lien indirect avec la mise en œuvre du projet et fait donc l'objet d'une analyse succincte ;
- 3 : le thème n'a pas de lien direct ni indirect avec la mise en œuvre du projet et ne fait donc pas l'objet d'analyse.

Thématiques environnementales	Niveau de priorité	Motifs
Environnement physique		
Climat	3	Pas de lien avec la mise en œuvre du projet.
Topographie et géologie	3	Topographie relativement plane sur le site. Présence d'alluvions fluviales anciennes de moyenne terrasse
Eaux souterraines	2	Une masse d'eau souterraine circule sur le site.
Eaux superficielles	2	Un cours d'eau circule à 250m au sud du projet
Environnement naturel		
Faune et Flore (dont Natura 2000)	2	Présence de deux espèces menacées : Lézard des murailles et le Moineau domestique
Habitats naturels (milieux remarquables et protégés dont Natura 2000)	1	Aucun habitat naturel remarquable ou zone Natura 2000 présents sur le site ou à proximité. Deux ZNIEFF de type I et II sont présentes à l'ouest et au nord de la commune. Présence sur le site étudié de plusieurs PNA.
Continuités écologiques	2	Le projet ne traverse pas de réservoir de biodiversité ou de corridors écologiques.
Environnement humain		
Repères socio-économiques	3	Cette thématique ne représente pas d'enjeu significatif vis-à-vis du projet.
Occupation du sol et usages	2	Le projet se trouve dans un tissu urbain discontinu, aux abords de parcelles dédiées à l'agriculture.
Réseaux	2	Réseau électrique RTE et ENEDIS présents.
Paysage et patrimoine	3	Le projet se trouve en dehors de toute zone archéologique, de sites inscrits ou classés et de périmètre de co-visibilité de Monuments

		Historiques.
Risques naturels et technologiques	2	Une présentation de l'ensemble des risques sera faite.
Nuisances et pollution	2	Une présentation de l'ensemble des nuisances sonores et pollutions lumineuses sera faite.
Planification urbaine	2	Dans cette thématique, l'analyse se fera principalement autour du zonage PLU, un SCoT est présent sur le territoire.

2 CONTEXTE ET PRESENTATION DU PROJET

2.1 Champ électrique et magnétique

Depuis une trentaine d'années, la communauté scientifique internationale s'interroge sur les effets que les champs électriques et magnétiques pourraient avoir sur la santé.

2.1.1 Définitions des champs magnétiques, électriques et électromagnétiques

La notion de champ traduit l'influence que peut avoir un objet sur l'espace qui l'entoure (la terre crée par exemple un champ de pesanteur qui se manifeste par les forces de gravitation).

Les champs électriques et magnétiques se manifestent par l'action des forces électriques. S'il est connu depuis longtemps que les champs électriques et magnétiques se composent pour former les champs électromagnétiques (CEM), cela est surtout vrai pour les hautes fréquences. En basse fréquence, et donc à 50 Hz, ces deux composantes peuvent exister indépendamment :



FIGURE 1 : ILLUSTRATION DES CHAMPS ELECTRIQUES ET MAGNETIQUES

SOURCE : ENEDIS

2.1.2 Les sources possibles des champs électriques et magnétiques

Les sources possibles de champs électriques et magnétiques sont de deux types :

- Les sources naturelles : celles-ci génèrent des champs statiques, tel le champ magnétique terrestre (amplitude de 50 μ T au niveau de la France) et le champ électrique statique atmosphérique (faible par beau temps – de l'ordre de 100 V/m –, mais très élevé par temps orageux – jusqu'à 20 000 V/m).
- Les sources liées aux applications électriques : il s'agit des appareils qui fonctionnent à partir de l'électricité (électroménager, matériel de bureau ou industriel) et des équipements et installations qui servent à la produire (alternateurs et générateurs) et l'acheminer (lignes et câbles électriques). Tous engendrent des champs électriques et magnétiques quand ils fonctionnent. En l'occurrence, ce sont des champs à 50 Hz mais notons qu'il existe également une multitude d'appareils générant des champs de fréquence différente.



Le tableau ci-contre donne les valeurs des champs magnétiques à 50 Hz produits par quelques appareils ménagers. Il s'agit pour ces derniers de valeurs maximales mesurées à 30 centimètres, sauf pour le rasoir qui implique une utilisation rapprochée (à noter cependant que des valeurs très différentes peuvent être mesurées au contact des rasoirs en fonction de leur technologie de moteur et d'alimentation).

2.1.3 Les valeurs des champs électriques et magnétiques émis par le présent projet

Pour un poste à l'air libre (dit « poste ouvert »), tel que le poste de Bellenaves, les valeurs des champs électriques et magnétiques correspondent à celles des lignes de raccordement : à l'extérieur de leur enceinte, les champs générés par les équipements électriques sont négligeables par rapport à ceux générés par les lignes.

Le tableau suivant donne les valeurs des champs électriques et magnétiques pouvant être présents à proximité des lignes aériennes de raccordement du poste-source de Bellenaves, à l'extérieur de celui-ci :

	Champ électrique (en V/m)			Champ magnétique (en mT)		
	Sous conducteurs	les à 30 m de l'axe	à 100 m de l'axe	Sous conducteurs	les à 30 m de l'axe	à 100 m de l'axe
Tension 63 kV Valeur de champ	Entre 50 et 600	Entre 40 et 50	Moins de 5	Entre 1,2 et 10	Entre 0,6 et 1	Moins de 0,1
Tension 225 kV Valeur de champ	Entre 300 et 1850	Entre 150 et 250	Entre 5 et 10	Entre 1,5 et 15	Entre 0,5 et 1,5	Entre 0,1 et 0,2

2.1.4 La réglementation en vigueur

En juillet 1999, le Conseil des Ministres de la Santé de l'Union Européenne a adopté une recommandation sur l'exposition du public aux champs électromagnétiques (CE&M).

Cette recommandation reprend les mêmes valeurs que celles prônées par la Commission Internationale de Protection contre les Rayonnements Non Ionisants (ICNIRP) dès 1998. Celles-ci assurent un niveau élevé de protection du public et ont été reprises dans la réglementation française à l'article 12 bis d'un arrêté interministériel du 17 mai 2001.

	Champs électrique	Champs magnétique
Unité de mesure	Volt par mètre (V/m)	Micro Tesla (μT)
Recommandation européenne Niveaux de référence mesurables pour les champs à 50 Hz	5 000 V/m	100 μT

Le poste-source de Bellenaves respecte cette réglementation.

2.1.5 Synthèse des connaissances scientifiques

De nombreuses expertises ont été réalisées ces trente dernières années concernant l’effet des champs électriques et magnétiques sur la santé, dont certaines par des organismes officiels tels que l’Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l’Académie des Sciences américaine, le Bureau National de Radioprotection anglais (NRPB, aujourd’hui HPA) et le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC). L’ensemble de ces expertises conclut d’une part à l’absence de preuve d’un effet significatif sur la santé, et s’accorde d’autre part à reconnaître que les champs électriques et magnétiques, ne constituent pas un problème de santé publique.

Ces expertises ont permis à des instances internationales telles que la Commission Internationale de Protection contre le Rayonnements Non Ionisants (ICNIRP) d’établir des recommandations relatives à l’exposition du public aux CEM. Ces recommandations ont été reprises par la Commission Européenne et visent à apporter « un haut niveau de protection de la santé ».

2.2 Présentation du projet d’extension du poste-source

Le poste-source de Bellenaves se trouve sur la commune de Bellenaves (03), dans le département de l’Allier, en région Auvergne Rhône-Alpes.

Ce poste-source à 63 000 / 15 000 volts est composé d’un transformateur de 20 MVA et d’une ½ rame.

ENEDIS souhaite étendre dans le cadre du S3ReNR le poste source 63 000/ 15 000 volts de Bellenaves pour l’ajout d’un transformateur 36 MVA avec la réalisation d’une nouvelle travée HTB + la construction d’une fosse déportée et d’une nouvelle ½ rames HTA.

La surface d’extension est d’environ 483m² à l’arrière du poste.



FIGURE 2 : POSTE-SOURCE DE BELLENAVES

Nouvelle clôture créée / Augmentation d'environ 483m² de surface du poste

Fosse déportée créée

Poste DP PAC 4UF posé

Bâtiment contrôle commande existant

Transformateur

travée HTB existante

1/2 rames existantes

Transformateur 63 / 15 kv
20 MVA existant

Nouvelle travée HTB

Nouveau transformateur
63 / 15 kv 36MVA ONAN

Nouvelle 1/2 rames

FIGURE 3 : PLAN MASSE DU PROJET



FIGURE 4 : SITUATION ACTUELLE DU POSTE-SOURCE



FIGURE 5 : SITUATION PROJETEE DU POSTE-SOURCE



FIGURE 6 : LOCALISATION DU PROJET

3 MILIEU PHYSIQUE

3.1 Climat

3.1.1 Contexte règlementaire

3.1.1.1 La SNBC et le PPE : les stratégies et objectifs nationaux

Source : <https://www.ecologie.gouv.fr/>

Instauré par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, la stratégie nationale bas-carbone (SNBC) est la feuille de route de la France pour conduire la politique d'atténuation du changement climatique. Elle constitue l'un des deux volets de la politique climatique française, au côté du Plan national d'adaptation au changement climatique. La Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC) décrit la feuille de route de la France pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. La nouvelle version de la SNBC et les budgets carbone pour les périodes 2019-2023, 2024-2028 et 2029-2033 ont été adoptés par décret le 21 avril 2020.

Le SNBC se base sur des trajectoires ou des objectifs à tendre dans le futur comme :

- Diminuer les émissions liées à la consommation des Français de biens et services en amorçant une transition bas-carbone ;
- Réorienter les flux financiers pour une transition écologique et solidaire ;
- Développer les innovations techniques, sociales et organisationnelles qui contribueront à réduire les émissions de la France ;
- Limiter l'artificialisation des sols et développer des formes urbaines résilientes et économes en carbone ;
- Engager les citoyens dans la transition vers une culture du bas-carbone ;
- Faire de la transition bas-carbone une opportunité pour l'économie et l'emploi en accompagnant les transitions professionnelles ;
- Réaliser des traitements des déchets pour une économie circulaire.

Les pays européens se sont collectivement donnés des objectifs ambitieux sur l'énergie et le climat. La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) permettra à la France d'atteindre ceux qui lui incombent. Par ailleurs, le renforcement des interconnexions et des échanges avec les pays voisins contribue à transformer et renforcer notre sécurité d'approvisionnement en électricité et en gaz.

La PPE déploie un programme visant un horizon 2050 et d'atteindre la neutralité Carbone sur le territoire métropolitain. La PPE actuel (2019-2028) a été définitivement adoptée le 21 avril 2020. Voici les objectifs de la programmation :

- Créer une dynamique d'action cohérente pour la transition énergétique ;
- Réduire les consommations d'énergie en priorisant les énergies fossiles ;
- Diversifier les mix énergétiques en favorisant la pénétration des énergies renouvelables et de récupération ;
- Maintenir un haut niveau de sécurité d'approvisionnement dans le respect des exigences environnementales ;
- Développer les réseaux, le stockage et la production locale ;
- Recherche et innovation ;
- Préserver le pouvoir d'achat des consommateurs et la compétitivité des prix de l'énergie ;
- Mobiliser les territoires dans la transition énergétique.

3.1.1.2 Le SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité du Territoire

Source : <https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-sraddet-auvergne-rhone-alpes-est-approuve-a181111.html>

Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020. Ce nouveau schéma transversal et intégrateur, dont l'élaboration a été confiée au Conseil régional, a été créé par la loi du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe. En Auvergne-Rhône-Alpes, l'élaboration a été officiellement engagée en 2017 et la démarche s'intitule « Ambition Territoires 2030 ».

Le SRADDET fixe des objectifs de moyen et long terme sur le territoire de la région pour 11 thématiques :

- équilibre et égalité des territoires,
- implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional
- désenclavement des territoires ruraux,
- habitat,
- gestion économe de l'espace,
- intermodalité et développement des transports,
- maîtrise et valorisation de l'énergie
- lutte contre le changement climatique
- pollution de l'air
- protection et restauration de la biodiversité,
- prévention et gestion des déchets

Quatre objectifs généraux ont été mis en place :

- Objectif 1 : Construire une région qui n'oublie personne
- Objectif 2 : Développer la région par l'attractivité et les spécificités de ses territoires
- Objectif 3 : Inscrire le développement régional dans les dynamiques interrégionales, transfrontalières et européennes
- Objectif 4 : Innover pour réussir les transitions (transformations) et mutations.

Sinon 61 objectifs opérationnels et 43 règles sont aussi présents dans le SRADDET.

Le SRADDET vient se substituer à compter de son approbation aux schémas préexistants suivants : schéma régional climat air énergie (SRCAE), schéma régional de l'intermodalité, plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

3.1.1.3 Le Schéma Régional Eolien (SRE)

Source : *Le schéma Régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) de l'Auvergne*

Annexe du Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE), il définit les zones de développement de l'éolien pouvant être créées, une cartographie ayant une valeur indicative et des éléments qualitatifs à prendre en compte pour les projets. Ce document traduit une volonté de soutenir un développement ambitieux et équilibré de la filière.

Le Schéma Régional Eolien d’Auvergne a pour objectif d’identifier les zones du territoire pour lesquelles une étude de projet éolien peut être envisagée.

L’aire d’étude est inscrite dans une zone favorable pour l’implantation d’éoliennes.

3.1.1.4 Plan Climat Air Energie Territorial

Le Plan Climat Energie Territorial est un document d’orientation de nature stratégique qui comporte un plan d’actions décliné sur 5 ans. Ce document a pour objet de présenter la stratégie énergie climat de la collectivité. La collectivité ne possède pas de PCAET. En revanche, une démarche d’adoption du PCAET de la Communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne est engagée depuis 2021.

3.1.2 Les données climatiques

Le département de l’Allier est une zone franche entre le Nord et le midi au milieu des terres largement ouvert aux influences atlantiques. L’Allier est donc soumis à différents types de climat selon la localisation : océanique dégradé, continental, montagne.

Le département bénéficie d’un climat doux et humide, dominé par les vents d’ouest, ce qui contribue un peu plus à le démarquer de ses cousins auvergnats.

La station météorologique de référence la plus proche de la zone de projet est celle de Vichy Charmeil, située à environ 30 km à l’est de la zone de projet. D’après les services de l’état de la région Auvergne-Rhône-Alpes, une absence d’avis de la MrAE du 24 mai 2021 est mentionnée, valant avis favorable.

3.1.2.1 Températures et ensoleillement

La station météorologique la plus proche se trouve à Vichy-Charmeil, et concerne la période de référence de 1991 – 2020.

La température moyenne annuelle est de 13,3°C. Les températures les plus froides sont enregistrées en décembre, janvier et février. Elles sont respectivement de l’ordre de 6,2°C et 5,1°C et 5,3°C. Les mois de juin, juillet, août et septembre enregistrent les températures les plus fortes avec 20,5°C, 21,5°C, 21,7°C et 20,6°C.

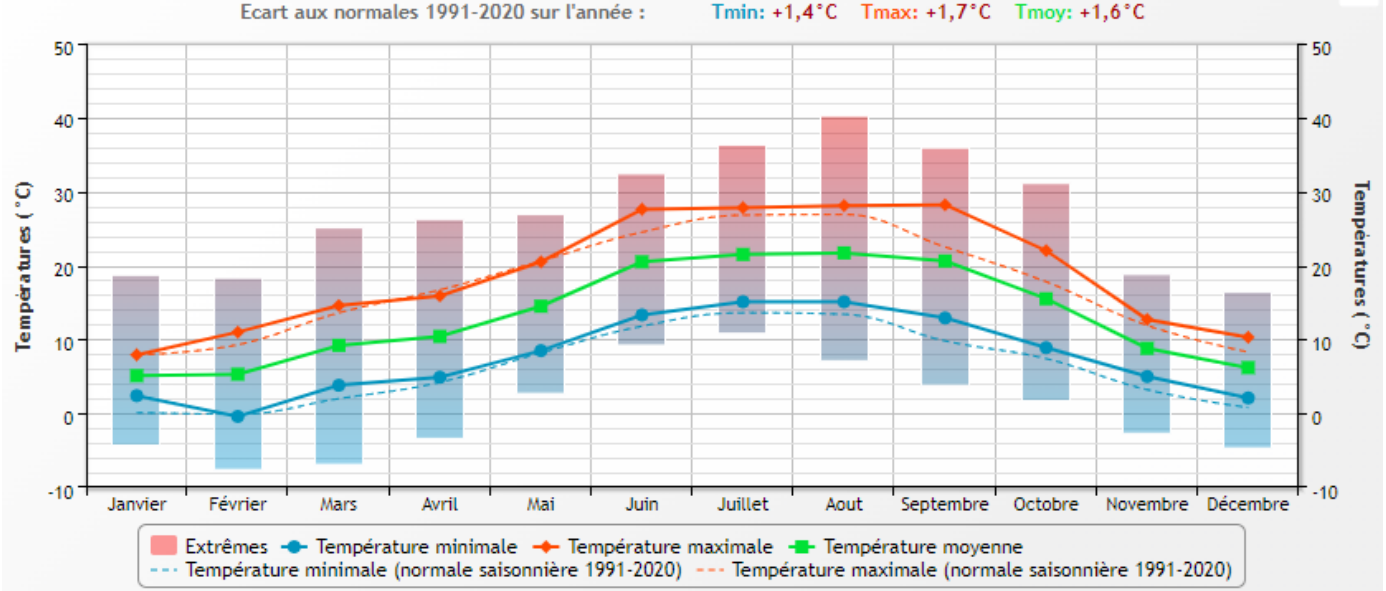


FIGURE 7 : TEMPERATURES EN 2023 A VICHY-CHARMEIL

L’allier est soumis à un ensoleillement moyen, avec une insolation moyenne annuelle pour la période 1991-2020 de 2 014 heures.

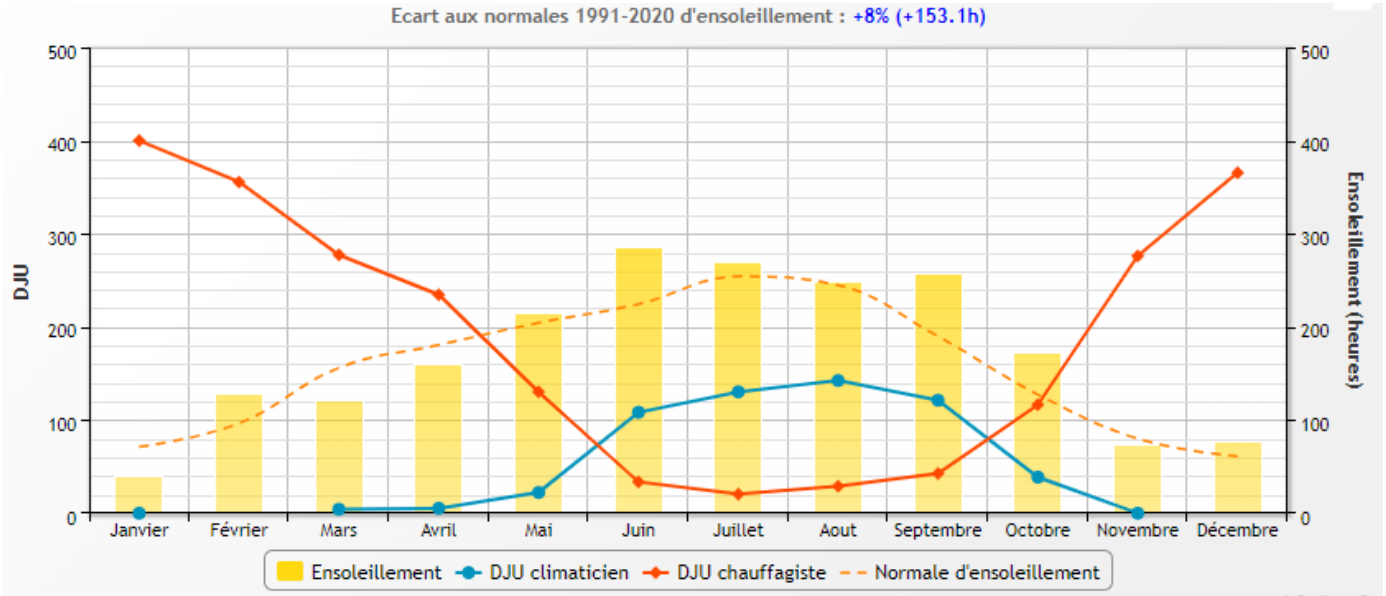


FIGURE 8 : DEGRES-JOURS ET ENSOLEILLEMENT EN 2023 A VICHY-CHARMEIL

(Source : <https://www.infoclimat.fr/climatologie/annee/2023/vichy-charmeil/valeurs/07374.html>)

3.1.2.2 Les précipitations

Les précipitations sont irrégulières, avec une moyenne de 91,6 jours de pluie par an et représentent une moyenne de 760,2 mm.

Le mois de février est le plus sec avec 9,8 mm et le mois d’octobre enregistre les précipitations les plus importantes avec 91,6 mm, suivi de près par le mois de juin avec 90,6 mm.

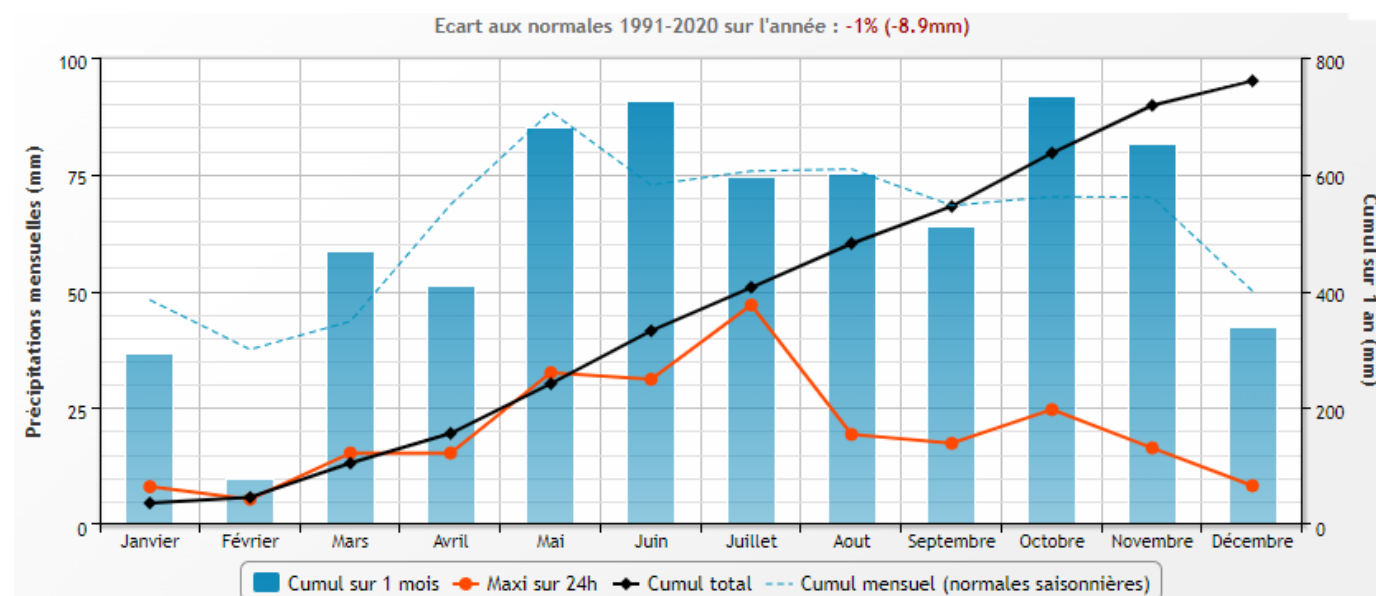


FIGURE 9 : PRECIPITATIONS EN 2023 A VICHY-CHARMEIL

(Source : <https://www.infoclimat.fr/climatologie/annee/2023/vichy-charmeil/valeurs/07374.html>)

3.1.2.3 Vents

Des vents du Nord et du Sud sont prédominants dans le secteur de la station Vichy-Charmeil.

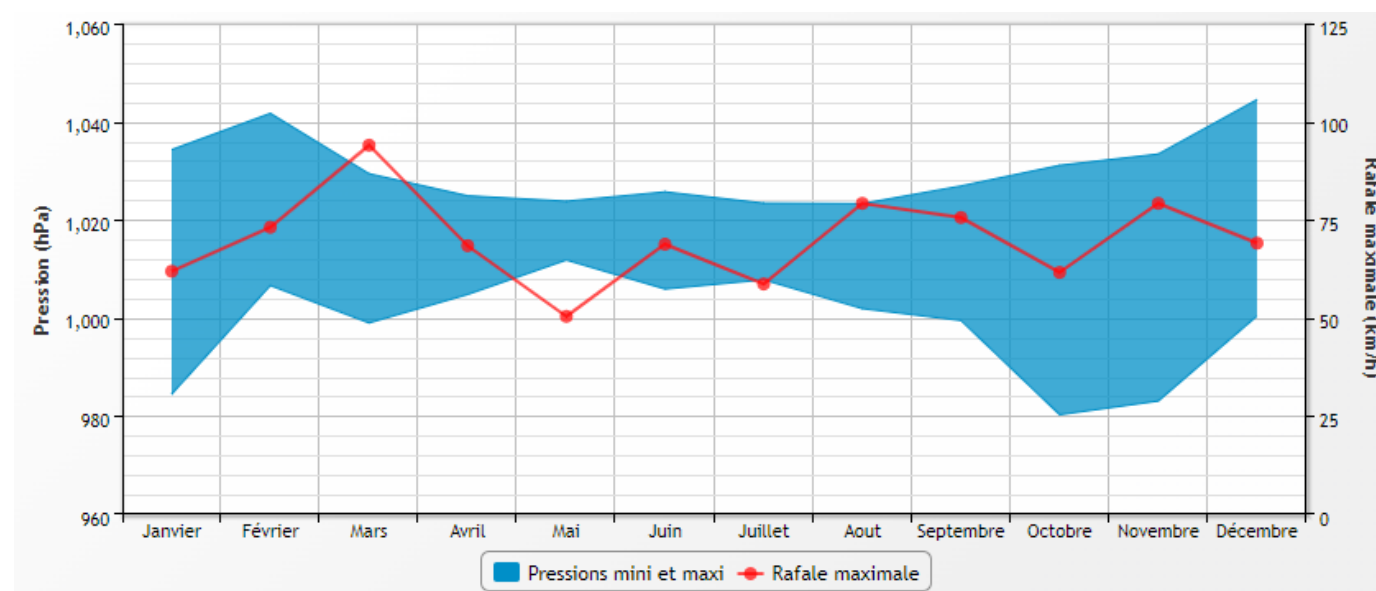


FIGURE 10 : REPARTITION MENSUELLE DE LA PRESSION ET DE LA FORCE DU VENT A VICHY-CHARMEIL

(Source : <https://www.infoclimat.fr/climatologie/annee/2023/vichy-charmeil/valeurs/07374.html>)

Les rafales de vent les plus violentes sont observées aux mois de mars et août avec une vitesse maximale respective de 94 km/h et 79,2 km/h.

3.1.1 Évolution des données climatiques

Source : <https://meteofrance.com/climat/hd> ; <https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/analyses-thematiques/climat/impacts-du-changement-climatique> ;

Les données climatiques sont vouées à évoluer dans les prochaines années selon l'influence du changement climatique. Concernant la région Auvergne-Rhône-Alpes, l'Observatoire Régional Climat Aire Énergie (ORCAE) produit des données sur les tendances climatiques actuelles et futures à l'intérieur de la région.

Ainsi, depuis près de 60 ans, les températures moyennes annuelles ont augmenté de manière significative partout en région, particulièrement au printemps et en été, aussi bien en altitude qu'en plaine. En montagne, l'altitude de la limite pluie/neige a tendance à remonter et le manteau neigeux hivernal diminue en-dessous d'environ 1 700 m d'altitude, surtout en début et fin de saison. En plaine, les jours de forte chaleur sont en constante augmentation. Le réchauffement a également comme impact une diminution du nombre de jours de gel par an et les gelées de début de printemps sont moins fréquentes.

3.1.1.1 Évolution actuelle des données climatiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes

L'évolution actuelle des températures de la région Auvergne-Rhône-Alpes montre qu'entre 1961 et 2020, la modification des tendances régionales sont assez importantes.

Évolution des températures moyennes, du nombre de journées estivales et du nombre de jours de gel entre 1961 et 2020

Évolution entre les 2 dernières périodes trentennaires

Tendance régionale

+2,3°C +17 j -16 j

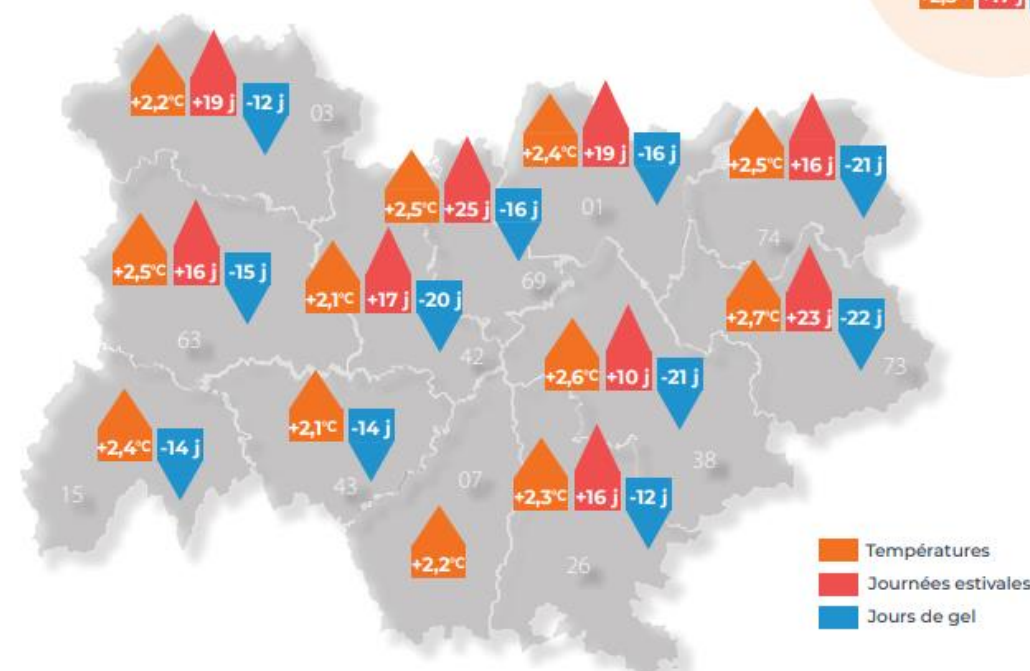


FIGURE 11 : CARTE DES CHANGEMENTS DE TENDANCES CLIMATIQUES DANS LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES

Les augmentations de températures sont élevées dans l'ensemble de la région, avec une moyenne de + 2,7°C. Les deux autres indicateurs subissent également des modifications importantes à l'échelle régionale à propos des journées estivales (+ 17 jours en moyenne) et des jours de gel (- 16 jours en moyenne). Ces températures ont augmenté plus rapidement à partir des années 1980.

Ce constat s'accompagne aussi d'une réduction d'enneigement et de remontée de la limite pluie/neige dans les montagnes de la région. De plus, les ressources en eaux sont beaucoup moins importantes qu'auparavant (une diminution d'environ - 91 mm du bilan hydrique de 1961 à 2020 dans la région Auvergne-Rhône-Alpes).

3.1.1.2 Projections climatiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Les projections climatiques sont réalisées à l'horizon 2050 et à l'horizon 2100.

En Rhône-Alpes, les projections climatiques montrent une poursuite du réchauffement jusqu'aux années 2050, quel que soit le scénario.

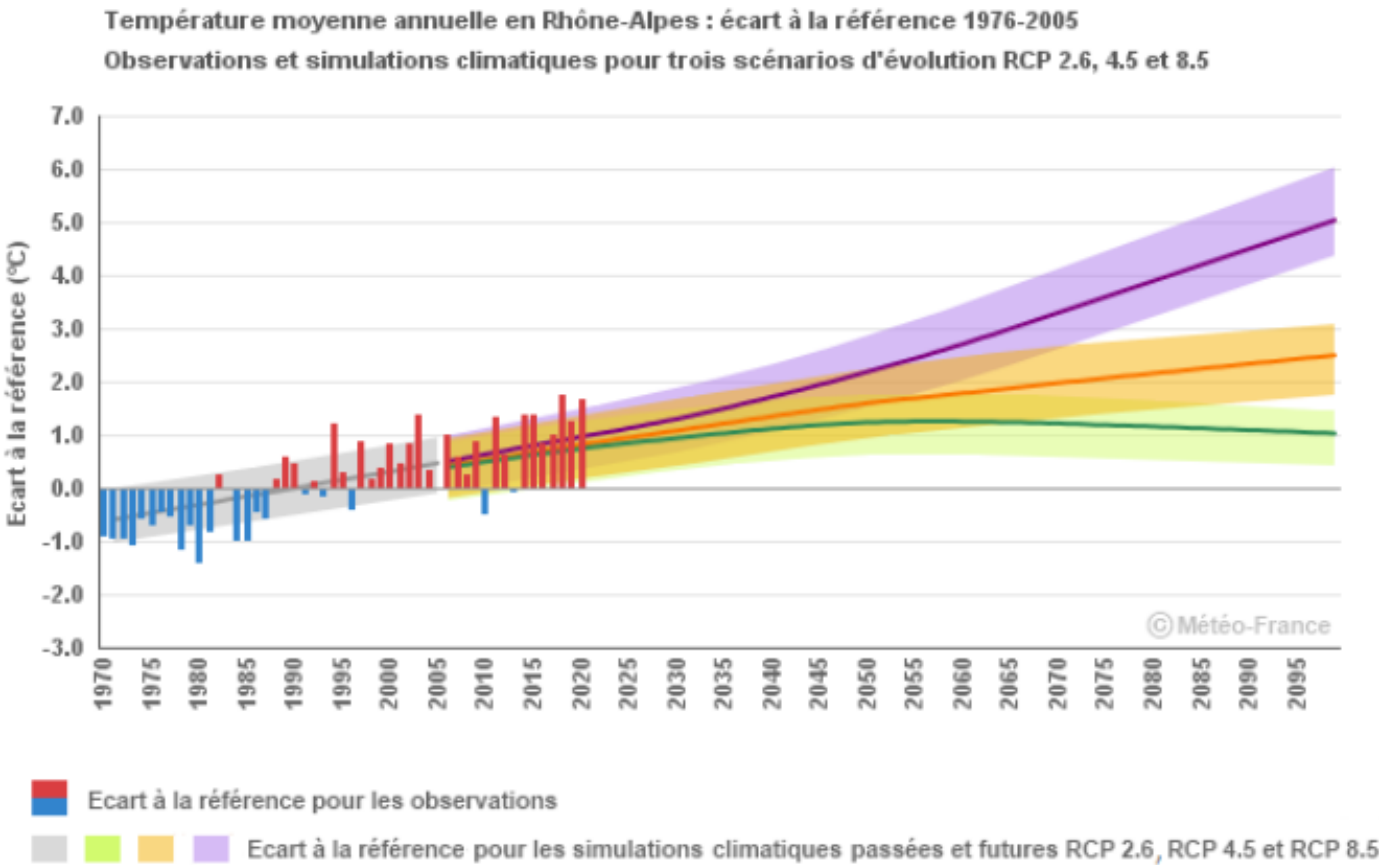


FIGURE 12 : OBSERVATIONS DES SIMULATIONS CLIMATIQUES SELON LES SCENARIOS D'EVOLUTION

Sur la seconde moitié du XXI^e siècle, l'évolution de la température moyenne annuelle diffère significativement selon le scénario considéré. Le seul qui stabilise le réchauffement est le scénario de faibles émissions (RCP2.6). Selon le scénario de fortes émissions (RCP8.5), le réchauffement pourrait dépasser 5°C en fin de siècle.

Pour les phénomènes tels que les jours chauds et les jours de gel, l'horizon 2071-2100 décrit les processus qui pourraient se mettre en œuvre dans la région :

- À l'horizon 2071-2100, le nombre de journées chaudes serait de l'ordre de 20 jours par rapport à la période 1976-2005 selon le scénario **SSP2-4.5** (scénario avec une politique climatique visant à stabiliser les concentrations en CO₂), et de 50 jours selon le **SSP5-8.5** (scénario avec une politique climatique visant à stabiliser les concentrations en CO₂).
- À l'horizon 2071-2100, la diminution du nombre de jours de gel serait de l'ordre de 22 jours en plaine par rapport à la période 1976-2005 selon le scénario **SSP2-4.5** (scénario avec une politique climatique visant à stabiliser les concentrations en CO₂), et de 37 jours selon le **SSP5-8.5** (scénario sans politique climatique).

Les projections climatiques indiquent que, sous l'hypothèse d'une augmentation de la température moyenne de +2°C, le nombre de journées avec de la neige au sol diminuerait d'un mois à 1 500 m d'altitude, passant de 5 à 4 mois dans les Alpes du Nord sur la période hivernale. L'épaisseur du manteau neigeux diminuerait de 40 cm. A 1 200 mètres, l'enneigement serait très faible et les conditions de pratique des sports d'hiver ne seraient plus réunies. Au-dessus de 2 500 mètres, l'enneigement serait légèrement retardé, la fonte un peu plus rapide (12 jours d'enneigement en moins) et on verrait une légère diminution de l'épaisseur du manteau neigeux.

3.2 Sols et sous-sols

3.2.1 Géologie et topographie

L'aire d'étude est située sur des Alluvions fluviales anciennes de moyenne terrasse (Pléistocène moyen-Riss).

La carte suivante permet de localiser les couches géologiques :

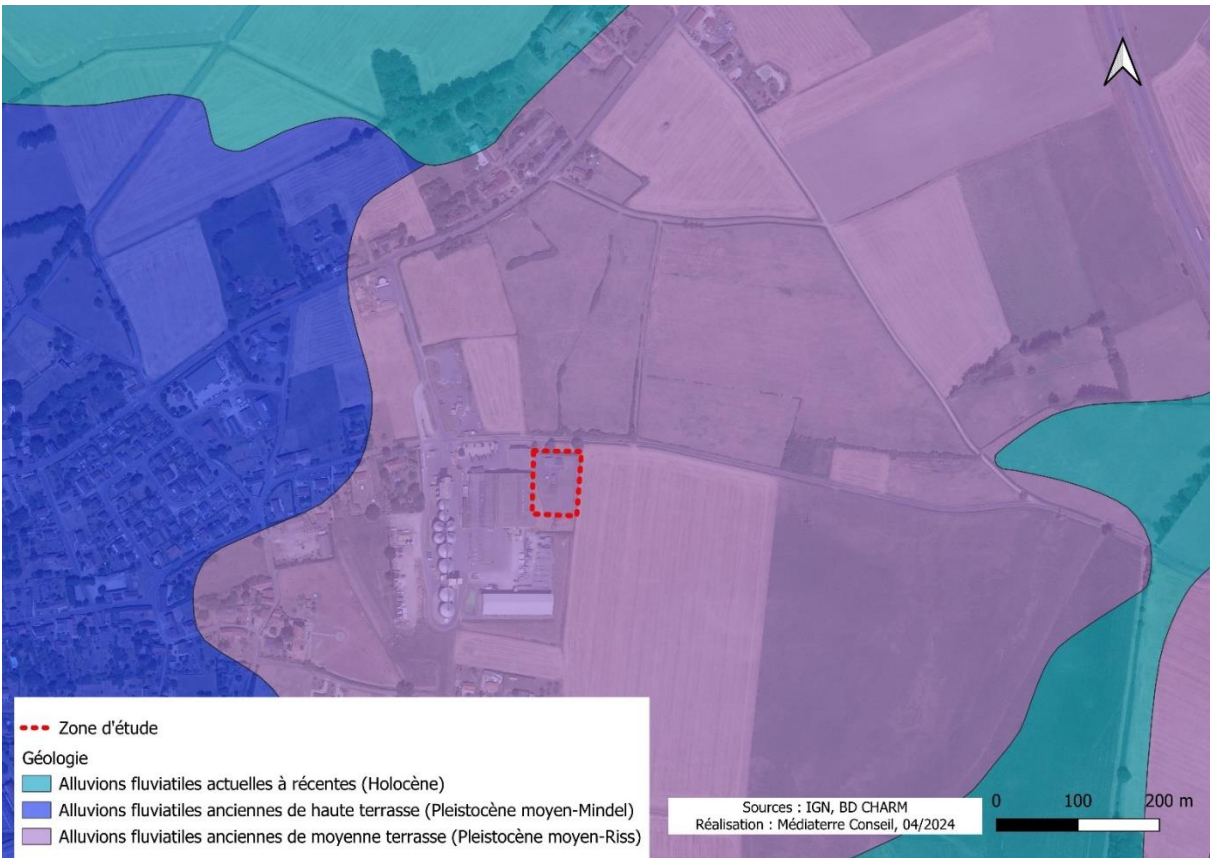


FIGURE 13 : CARTE GEOLOGIQUE

La topographie de l'aire d'étude est aux alentours de 319m. Elle est légèrement plus importante au sud de l'aire d'étude.

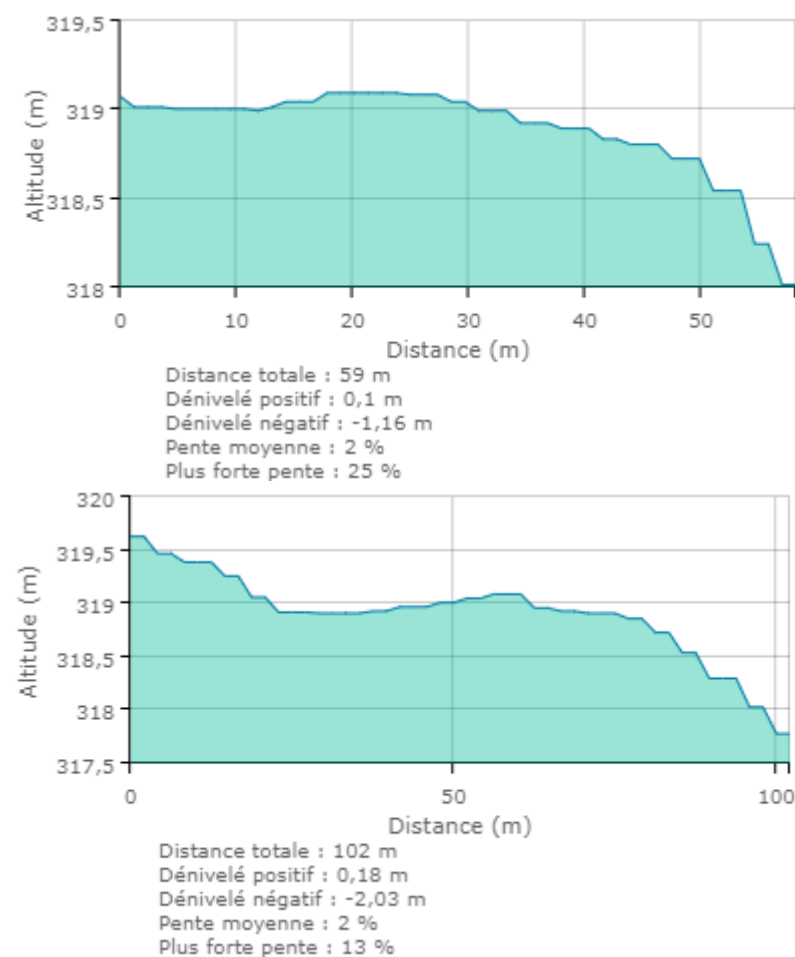


FIGURE 14 : PROFIL ALTIMETRIQUE OUEST-EST ET SUD-NORD AU POSTE-SOURCE DE BELLENAVES (GEOPORTAIL)

3.3 Hydrogéologie et hydrologie

3.3.1 Hydrogéologie

Une masse d'eau souterraine traverse la zone d'étude. Il s'agit des « **Sables argiles et calcaires du bassin tertiaire de la Plaine de la Limagne libre** » (FRGG051).

→ **FRGG051 « Sables argiles et calcaires du bassin tertiaire de la Plaine de la Limagne libre » :**

Unité imperméable, localement aquifère



FIGURE 15 : LOCALISATION DE LA MASSE D'EAU SOUTERRAINE

3.3.2 Les eaux de surface

Aucun plan d'eau n'est présent dans la zone d'étude. Une retenue d'eau est présente à proximité de l'aire d'étude. Un cours d'eau se situe au sud de la zone d'étude (Le Boulblon, code Sandre : K3374700).

D'après l'inventaire des zones humides pour la Trame Verte et Bleue du SRADDET AURA, aucune zone humide ne se trouve à proximité du poste-source et de son extension.



FIGURE 16 : RESEAU HYDROGRAPHIQUE

4 MILIEU NATUREL

4.1 Contexte règlementaire

4.1.1 Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Auvergne

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique est un outil réglementaire pour maintenir et restaurer les continuités écologiques à l'échelle d'une région. Son contenu est fixé par l'article L.371-3 du Code de l'Environnement. L'objectif principal du SRCE est l'identification des trames verte et bleue d'importance régionale, c'est à dire du réseau écologique qu'il convient de préserver pour garantir à cette échelle les déplacements des espèces animales et végétales. Ces capacités de déplacements sont nécessaires au maintien du bon état de conservation des populations d'espèces.

Ainsi les 3 grands objectifs du SRCE Auvergne sont :

- Expliciter les modalités de prise en compte du SRCE et faciliter sa mise en œuvre afin d'atteindre les objectifs assignés à la Trame Verte et Bleue ;
- Mettre en cohérence et synergie les politiques publiques de préservation de la biodiversité et d'aménagement du territoire ;
- Contribuer à la stratégie régionale de préservation de la biodiversité.

Ce nouvel outil d'aménagement co-piloté par l'Etat et la Région a été adopté par arrêté le 7 juillet 2015.

Le Plan d'Actions Stratégique du SRCE constitue un cadre de référence à l'échelle régionale pour la mise en œuvre d'actions de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques). Il doit faciliter l'intégration par les acteurs locaux des objectifs du Schéma Régional de Cohérence Ecologique dans leurs activités, leurs politiques ou leurs financements et le développement de partenariats et maîtrises d'ouvrage adaptées. Le plan d'action stratégique se compose de 3 orientations stratégiques principales.

Les orientations sont les suivantes :

- Expliciter la prise et à favoriser la mise en œuvre du SRCE ;
- Actions prioritaires de remise en bon état des continuités écologiques ;
- Dispositif de suivi.

4.1.1.1 Le SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité du Territoire

Source : <https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-sraddet-auvergne-rhone-alpes-est-approuve-a18111.html>

Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020 (voir section 3.1.1.1.).

Selon la Trame Verte et Bleue du SRADDET, la zone d'étude ne se trouve dans aucun réservoir de biodiversité, grands espaces agricoles, corridor écologique ou zone humide.



FIGURE 17 : TRAMES VERTE ET BLEUE DU SRADDET

4.1.2 Politique relative aux Espaces Naturels Sensibles (ENS) dans l'Allier

Un ENS est « un site naturel, menacé, rendu vulnérable par des perspectives d'urbanisation, de développement économique, par des risques de pollution, voire par une fréquentation touristique importante ou, au contraire, fragilisé par une absence d'entretien, un état d'abandon ».

Etablis par les différents Départements, les ENS ont pour objectifs de protéger un patrimoine naturel, paysager et géologique menacés. Ils ont également pour missions l'accueil du public et la sensibilisation au patrimoine naturel.

A ce jour 17 ENS sont en gestion dans le département de l'Allier.

Aucun ENS n'est enregistré sur la commune de Bellenaves.

4.2 Zones protégées et périmètre d'inventaire

4.2.1 Zones Natura 2000

Le projet est situé à proximité d'une zone Natura 2000 (Directive Habitats) :

Type	Nom du site	Distance avec le projet	Habitats et espèces Natura 2000
ZIC	FR8301025 « FORET DES COLETTES »	4,7 km	5 habitats 2 amphibiens 3 invertébrés 1 mousse (Dicranacée)



FIGURE 18 : LOCALISATION DE LA ZONE NATURA 2000 PAR RAPPORT A L'AIRE D'ETUDE

4.2.2 Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique ou Floristique

Une ZNIEFF est une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique. C'est un territoire où les scientifiques ont identifié des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel.

Les ZNIEFF sont classées en deux catégories :

- Type I : superficie assez limitée, elle renferme des espèces et des milieux rares ou protégés ;
- Type II : grands espaces naturels (massif forestier, estuaire, etc.) offrant de grandes potentialités biologiques.

Le projet est concerné par la proximité de ZNIEFF :

Type	Nom	Distance du projet	Espèces déterminantes
ZNIEFF type II	Forêt de colettes et satellites (n°830005417)	2,4km	22 habitats 17 amphibiens 33 insectes 2 malacostracés 37 mammifères 78 oiseaux

			1 émididé 37 cormophytes
ZNIEFF type I	Forêt de Colettes et Satellites (n° 830005417)	3 km	5 habitats 7 amphibiens 9 insectes 1 malacostracé 5 mammifères 25 oiseaux 8 cormophytes
ZNIEFF type I	Côteaux calcaires de Charroux (n° 830020532)	3,8 km	4 habitats 2 insectes 12 oiseaux 15 cormophytes
ZNIEFF type I	Environs de Veauce (n° 830020515)	4,2 km	4 mammifères 2 oiseaux

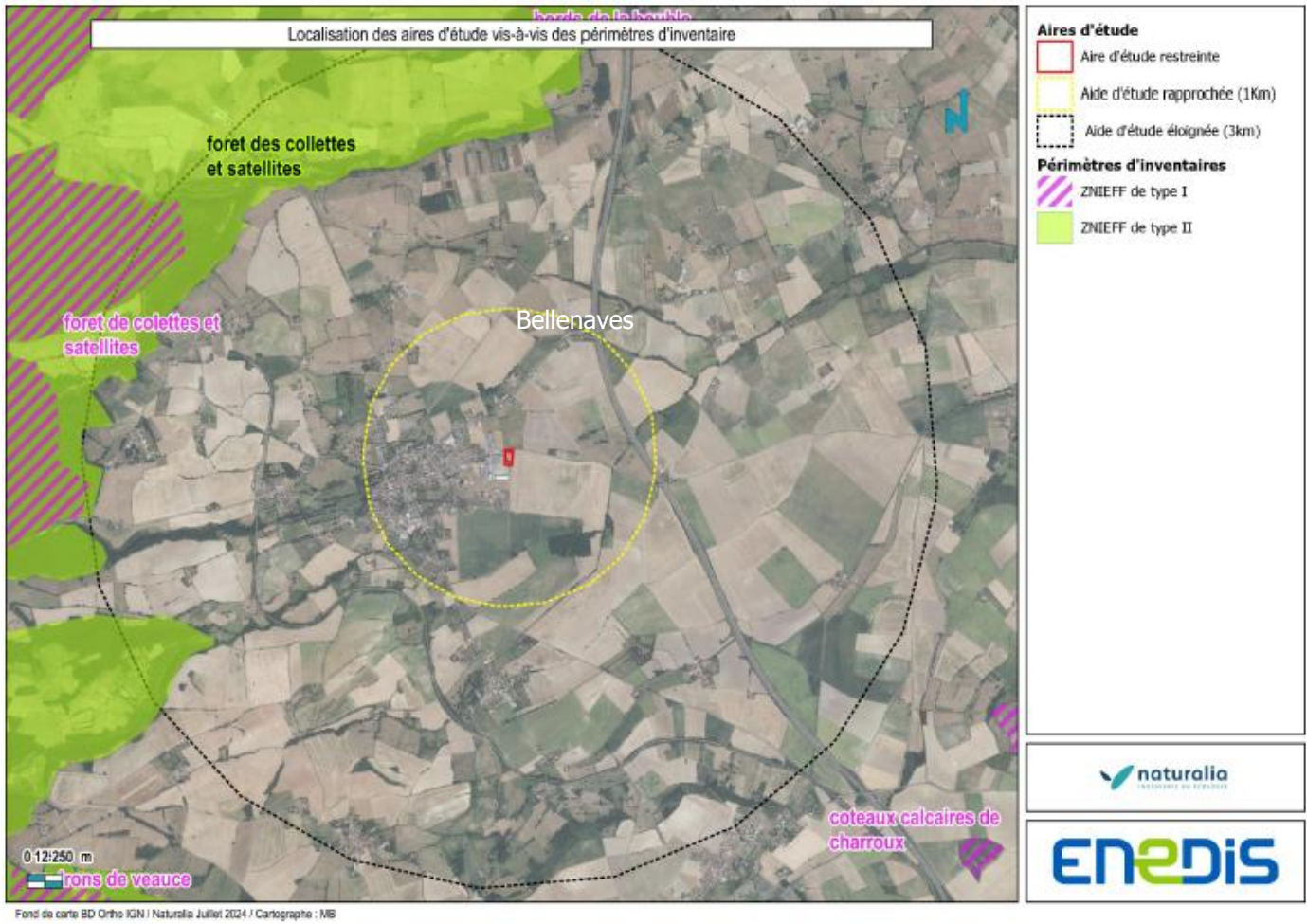


FIGURE 19 : LOCALISATION DES ZNIEFF

4.2.3 Plan National d'Action

Les Plans Nationaux d'Action pour les Espèces menacées (PNA) constituent une des politiques mises en place par le Ministère en charge de l'Environnement pour essayer de stopper l'érosion de la biodiversité. Ils sont codifiés à l'article L.414-9 du code de l'environnement qui précise que « des plans nationaux d'action pour la conservation ou le rétablissement des espèces visées aux articles L. 411-1 et L. 411-2 ainsi que des espèces d'insectes pollinisateurs

sont élaborés et, après consultation du public, mis en œuvre sur la base des données des instituts scientifiques compétents lorsque la situation biologique de ces espèces le justifie ».

Ces plans tiennent compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des impératifs de la défense nationale.

L'aire d'étude est concernée par le **PNA de la loutre d'Europe, des Chiroptères**, du **Sonneur à ventre jaune** et du **Busard cendré**.

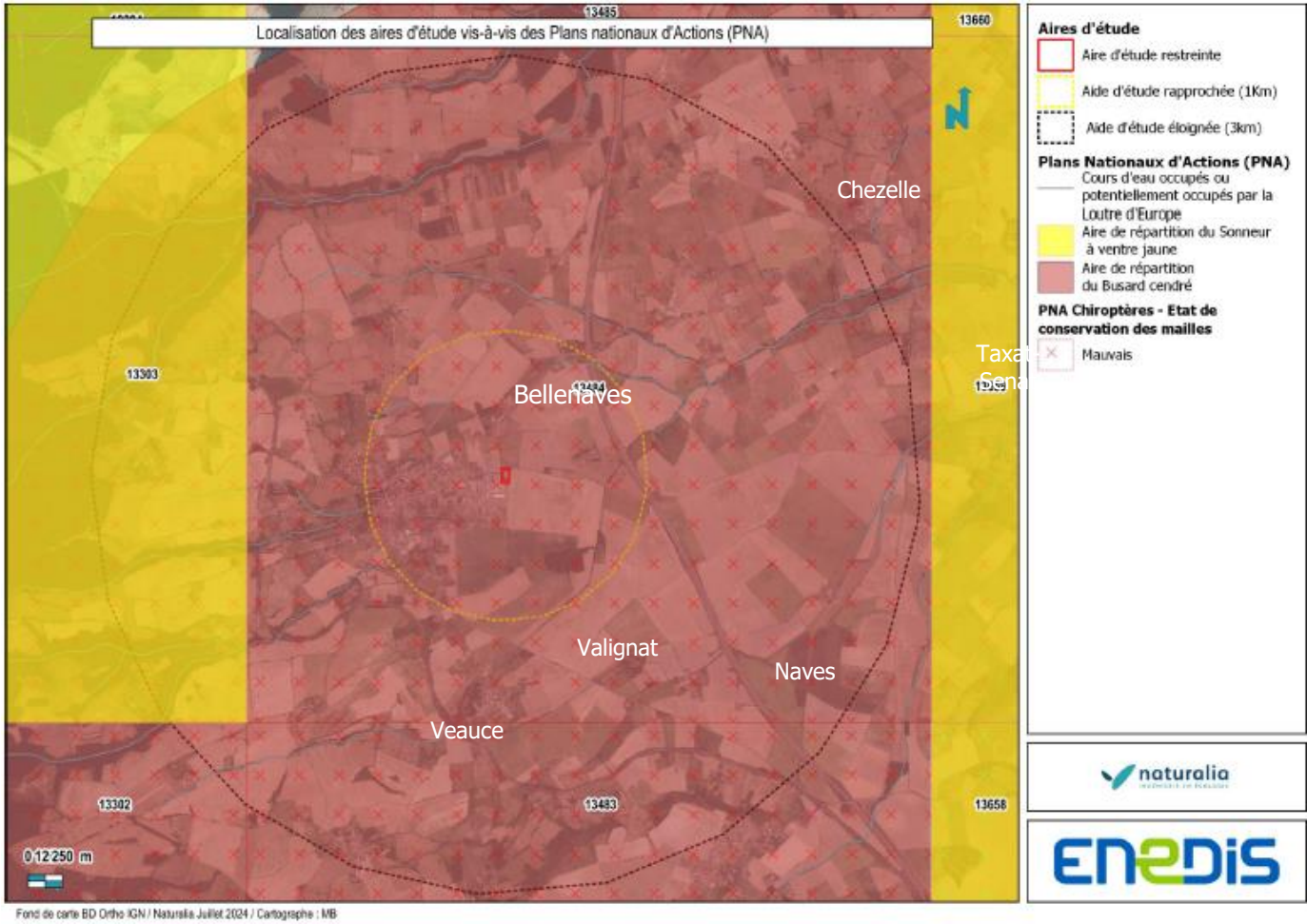


FIGURE 20 : PLANS NATIONAUX D’ACTIONS

4.3 Pré-diagnostic écologique

L'objet de ce pré diagnostic est de présenter pour chaque taxon les espèces avérées et les espèces à enjeux potentielles sur l'aire d'étude permettant la prise en compte des milieux et de leurs potentialités floristiques.

4.3.1 Vues sur le périmètre de l'aire d'étude



FIGURE 21 : PHOTOGRAPHIES DU SITE

4.3.2 Méthodologie de l'étude

Afin de déterminer les enjeux écologiques potentiels sur la zone d'étude, la méthodologie utilisée se décline en trois parties :

- Collecte des données bibliographiques et synthèse ;
- Terrain : prospection naturaliste à partir de photographies ;
- Evaluation écologique du site de projet.

4.3.3 Bibliographie

L'analyse bibliographique consiste à rechercher dans les documents de références disponibles ou par le biais de naturalistes locaux les informations qui auraient un caractère d'inventaire, patrimonial et/ou réglementaire au niveau des espèces ou des habitats inventoriés pour le périmètre étudié ou la commune.

4.3.4 Bibliographie - références

Les prospections de terrain ont plusieurs objectifs :

- Vérification d'informations bibliographiques
- Reconnaissance du périmètre d'étude (emprise du projet et zone d'étude périphérique)
- Expertise naturaliste : Identification des cortèges faunistiques et floristiques à enjeux locaux potentiels

Structure	Sites consultés ou personnes contactées
Biodiv' AURA	https://atlas.biodiversite-auvergne-rhone-alpes.fr
Carnet en ligne de Tela-	Base de données en ligne - www.tela-

Structure	Sites consultés ou personnes contactées
Botanica	botanica.org/widget:cel:carto
DREAL Auvergne-Rhône Alpes	Base de données en ligne - Fiches ZNIEFF et Natura 2000
Faune LR	Base de données en ligne http://faune-lr.org/
Auvergne-Rhône Alpes Environnement et Territoire	https://www.auvergnerhonealpes-ee.fr/carte-interactive/territoire/cc-entrallier-besbre-et-loire
INPN	Base de données en ligne http://inpn.mnhn.fr/collTerr/commune/30189/tab/especesprot
Malpolon	Base de données en ligne http://www.bdd-inee.cnrs.fr/spip.php?article43
MNHN Muséum National d'Histoire Naturelle	Base de données en ligne
Naturalia environnement	Base de données en interne
Observado	Base de données en ligne http://observado.org/
France Nature Environnement Allier	https://www.fne-aura.org/allier/
ONCFS Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage	Couches de données consultables en ligne http://www.oncfs.gouv.fr/Cartographie-ru4/Le-portail-cartographique-de-donnees-ar291
SFEPM Société Française pour l'Etude et la Protection des Mammifères	Base de données en ligne
SINP Système d'Information sur la Nature et les Paysages	Base de données en ligne

4.3.5 Méthodologie d'évaluation des enjeux écologiques du site

Les enjeux écologiques des habitats, des plantes vasculaires et de la faune se fondent sur leurs statuts réglementaires et de menaces. Cela signifie que nous nous appuyerons essentiellement sur les valeurs réglementaires, les valeurs définies par les experts de l'UICN pour l'état de conservation des espèces ainsi que les menaces qui pèsent sur elles. Localement (échelle régionale, départementale, locale lorsque cela est possible et/ou que des outils d'évaluation existent) nous cherchons toujours l'avis des associations naturalistes pour éclairer notre analyse.

Le tableau ci-après présente la méthodologie de hiérarchisation des enjeux spécifiques pour l'ensemble des tableaux faunistiques et floristique :

Niveau d'enjeu	Commentaire
Fort	Espèces de faune* ou de flore indigène Espèce <u>très rare / très menacée</u> : liste rouge UICN régionale ou nationale : EN, CR, RE, RR à RRR, ou outil équivalent au sein des cortège(s) associé(s) <i>Présence d'au moins un milieu favorable au groupe biologique considéré (secteur dominé par les milieux naturels spontanés).</i>

Modéré	Espèces de faune* ou de flore indigène Espèce <u>rare / menacée</u> : liste rouge UICN régionale ou nationale : NT, VU, ou statut de rareté R à AR ou outil équivalent au sein des cortège(s) associé(s) <i>Présence d'au moins un milieu favorable au groupe biologique considéré (secteur dominé par les milieux naturels spontanés)</i>
	Habitats Habitat (semi-)naturel rare et menacé dans la région administrative du site d'étude. <i>Selon l'état de conservation de l'habitat.</i>
Faible	Espèces de faune* ou de flore indigène Espèces <u>communes</u> : liste rouge UICN régionale ou nationale : LC, déterminante ZNIEFF ou statut de rareté PC ou AC <i>Présence d'au moins un milieu favorable au groupe biologique considéré (secteur occupé par une mosaïque de milieux naturels et de milieux artificiels)</i>
Faible	Habitats Habitat (semi-)naturel rudéralisé dont la flore est rendue banale et commune ou habitat fréquent et non menacé en France et dans la région. <i>Selon l'état de conservation de l'habitat.</i>
Négligeable	Espèces de faune* ou de flore indigène Absence de milieu favorable au groupe biologique considéré, qui est donc présumé absent de l'aire d'étude restreinte. Espèce classée C, CC ou CCC
	Habitats Milieu très artificialisé (route, parking goudronné...) peu favorable à la biodiversité.

*** : Si absence de reproduction de l'espèce celle-ci est rétrogradée d'un niveau d'enjeu. Si absence de reproduction et d'alimentation, l'espèce est rétrogradée de deux niveau d'enjeu.**

4.3.6 Enjeux Habitats

Quatre habitats naturels ou anthropique se distinguent sur l'aire d'étude immédiate. Ces habitats présentent globalement un mauvais état de conservation. Néanmoins le roncier en limite sud de l'aire d'étude peut constituer un habitat de reproduction et d'alimentation pour l'avifaune.

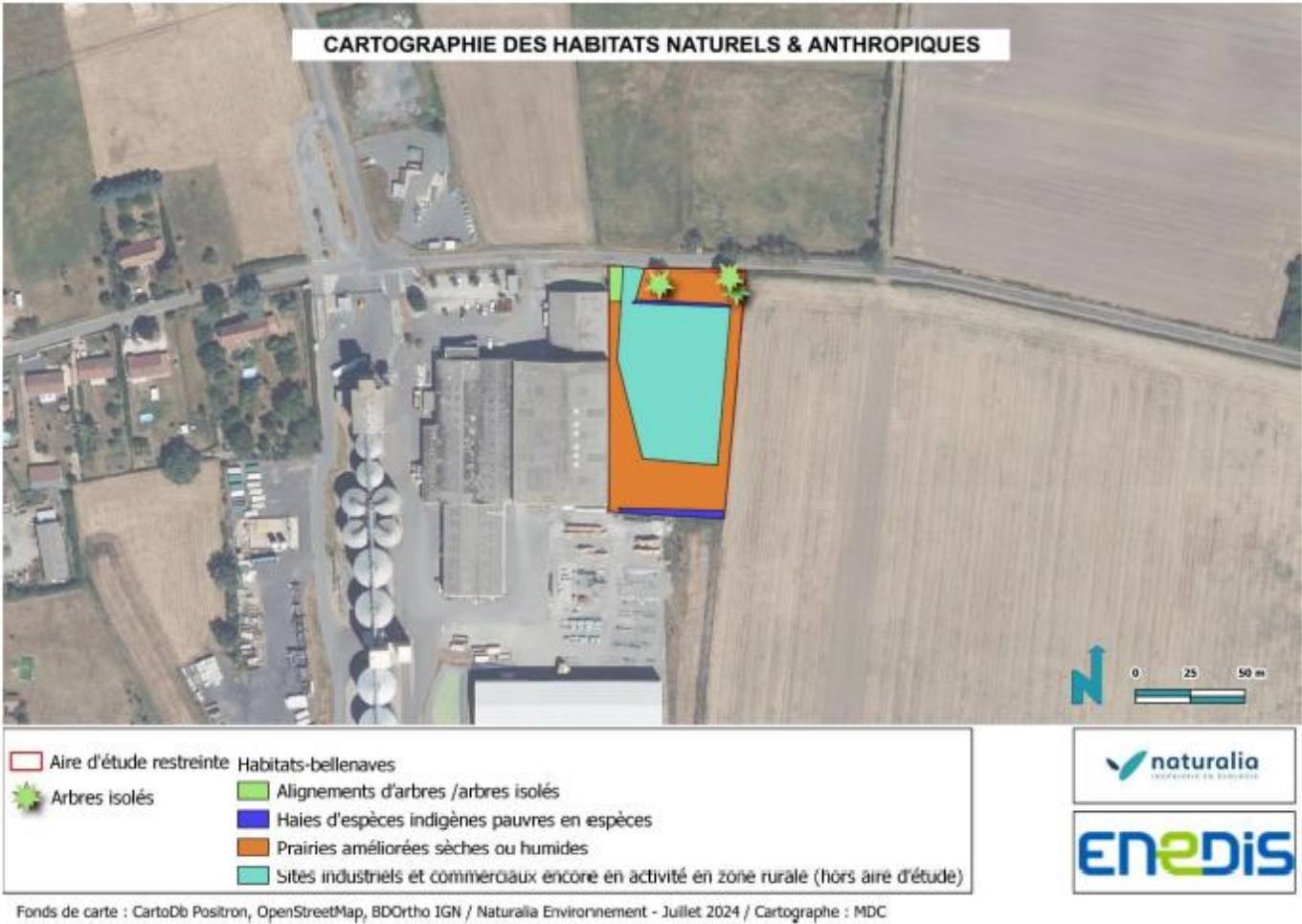


FIGURE 22 : HABITATS NATURELS ET ANTHROPIQUE SUR L'AIRE D'ETUDE RESTREINTE

Total des surfaces décrites : 6 542 ou m²

Intitulé EUNIS	Alliance phytosociologique	Code EUNIS	Code CORINE	Code et intitulé Natura 2000	Zones humides	Déterminants ZNIEFF	LRR	Surface (m²)	Part relative (en %)	Etat de conservation	Commentaires	Enjeu de conservation local
Sites industriels et commerciaux encore en activité en zone rurale (hors aire d'étude)	/	J4.2	/	/	/	/	/	3327	51%	Non concerné	Zone du poste source actuel	*Négligeable
Prairies améliorées sèches ou humides	/	E2.61	/	/	/	/	/	2920	45%	Mauvais	/	Faible
Alignements d'arbres /arbres isolés	/	G5.1	84.1	/	/	/	/	92	1%	Bon	Pin sylvestre	Faible
Haies d'espèces indigènes pauvres en espèces	/	FA.4	/	/	/	/	/	140	3%	Mauvais	Fourré de roncier au sud Haie monospécifique de thuyas au nord	Faible

Alliance phytosociologique : J. Bardat et al. 14 décembre 2021. Prodrôme des végétations de France.
Code et intitulé Natura 2000 : Bensettiti F. et al. Janvier 2001 à janvier 2005. Cahier d'habitats Natura 2000. Tome 1 à Tome 7.
Zones Humides : Habitats caractéristiques des zones humides et permettant leur désignation selon l'Arrêté du 24 juin 2008 en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement.
H : Habitat caractéristique des milieux humides _ p. : Habitat pro parte _ A : aquatique, eau libre
ZNIEFF : Habitats déterminants ZNIEFF en Rhône-Alpes (2020)
D : Habitat déterminant _ DC : Habitat complémentaire _ DZ : Habitat déterminant sous condition
LRR : Liste rouge régionale des habitats naturels de Rhône-Alpes établie par les CBNA et CBNMC (2022)
RE : Disparue _ CR : En danger critique d'extinction _ EN : En danger _ VU : Vulnérable _ NT : Quasi-menacée _ LC : Préoccupation mineure _ DD : Données insuffisantes _ NA : Non applicable _ NE : Non évaluée

Au total, plus de 51% de site de projet est composé d'habitats artificiels sous influence anthropique. La prairie composée principalement de graminée occupe 45% du site a été observée. Enfin la haie au sud qui peut être favorable à l'avifaune et au micromammifère représente 3 % de la surface de l'aire d'étude immédiate.

Aucun de ces habitats ne présentent d'enjeux, ou sont remarquables. Seule la haie au Sud peut constituer un habitat d'espèce.

4.3.7 Enjeux Espèces

Les espèces animales susceptibles d'être présentes sur le site sont :

- Aurore (*Anthocharis cardamines*) - Absence d'enjeu
- Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*) - Enjeu faible
- Lézard des murailles (*Podarcis muralis*) - Enjeu modéré
- Le lièvre d'Europe (*Lepus europaeus*) - Absence d'enjeu
- Le Chevreuil d'Europe (*Capreolus capreolus*) - Absence d'enjeu
- Le ragondin (*Myocastor coypus*) - Absence d'enjeu
- La Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*) - Absence d'enjeu
- La Pipistrelle de Nathusius (*Pipistrellus nathusii*) - Enjeu faible
- La Pipistrelle de Kuhl (*Pipistrellus kuhlii*) - Absence d'enjeu
- La Noctule commune (*Nyctalus noctula*) - Enjeu faible
- La Noctule de Leisler (*Nyctalus leisler*) - Absence d'enjeu
- La Vespère de savi (*Hypsugo savii*) - Absence d'enjeu
- La Sérotine commune (*Eptesicus serotinus*) - Absence d'enjeu
- Le Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*) - Absence d'enjeu
- La Fauvette à tête noire (*Sylvia atricapilla*) - Absence d'enjeu
- La Fauvette des jardins (*Sylvia borin*) - Absence d'enjeu
- La Huppe fasciée (*Upupa epops*) - Absence d'enjeu
- La Hypolaïs polyglotte (*Hippolaïs polyglotta*) - Absence d'enjeu
- La Mésange bleue (*Cyanistes caeruleus*) - Absence d'enjeu
- La Mésange charbonnière (*Parus major*) - Absence d'enjeu
- Le Moineau domestique (*Passer domesticus*) - Enjeu modéré
- Le Rougequeue noir (*Phoenicurus ochruros*) - Enjeu faible
- Le Serin cini (*Serinus serinus*) - Absence d'enjeu
- Le Tarier pâtre (*Saxicola rubicola*) - Absence d'enjeu

L'aire d'étude est très peu favorable à la nidification de l'avifaune, seul la haie de roncier peu constitué un habitat de reproduction pour ce groupe d'espèce. **Des contraintes réglementaires sont à prévoir sur ce groupe d'espèce si la haie de roncier au sud du site se trouvait impactée par les travaux.** De plus, un individu de **Lézard des murailles** (*Podarcis muralis*) a été observé sur l'aire d'étude restreinte. Le site d'étude, par la présence de micro-habitats, se révèle favorable à la réalisation complète du cycle biologique de cette espèce. **Des contraintes réglementaires liées à son statut de protection sont attendues.**

L'enjeu concernant la faune est donc modéré.

Si des travaux sont prévus, il faudra faire attention à intervenir dans le respect du calendrier écologique des espèces, à nettoyer préalablement le site des nombreux déchets qui polluent l'environnement et qui peuvent constituer des pièges involontaires pour la faune sauvage. Il conviendrait également de mettre en place une gestion différenciée de la végétation qui favoriserait l'attractivité pour la biodiversité et la diversification des espèces. Cela comprend : le bannissement de l'usage de tout produit phytosanitaire, la mise en œuvre de fauches tardives et/ou de rotations, le respect d'une hauteur de coupe supérieure à 15 cm, l'export des rémanents de coupe, le respect d'un schéma de fauche (c'est-à-dire un parcours de tonte centrifuge afin de ne pas piéger les animaux, ...). On veillera également à préserver les éléments constituant des micro-habitats permettant à la faune de réaliser une partie de leur cycle biologique : anfractuosités dans le mur longeant le site à l'Est, bloc rocheux, arbres, ... Aucuns travaux de comblement des fissures ne devront notamment être effectués sans l'accompagnement d'un écologue agréé. En effet, ces dernières sont susceptibles d'être utilisées par des reptiles (espèces strictement protégées) pour le gîte. Ces éléments, dans la mesure où ils ne sont pas concernés par les travaux, devront être mis en défend durant le chantier afin d'assurer leur préservation. Des tas de pierres et/ou de branches peuvent également être disposés au sein des espaces verts conservés. Ils constitueront de nouveaux habitats favorables notamment aux reptiles

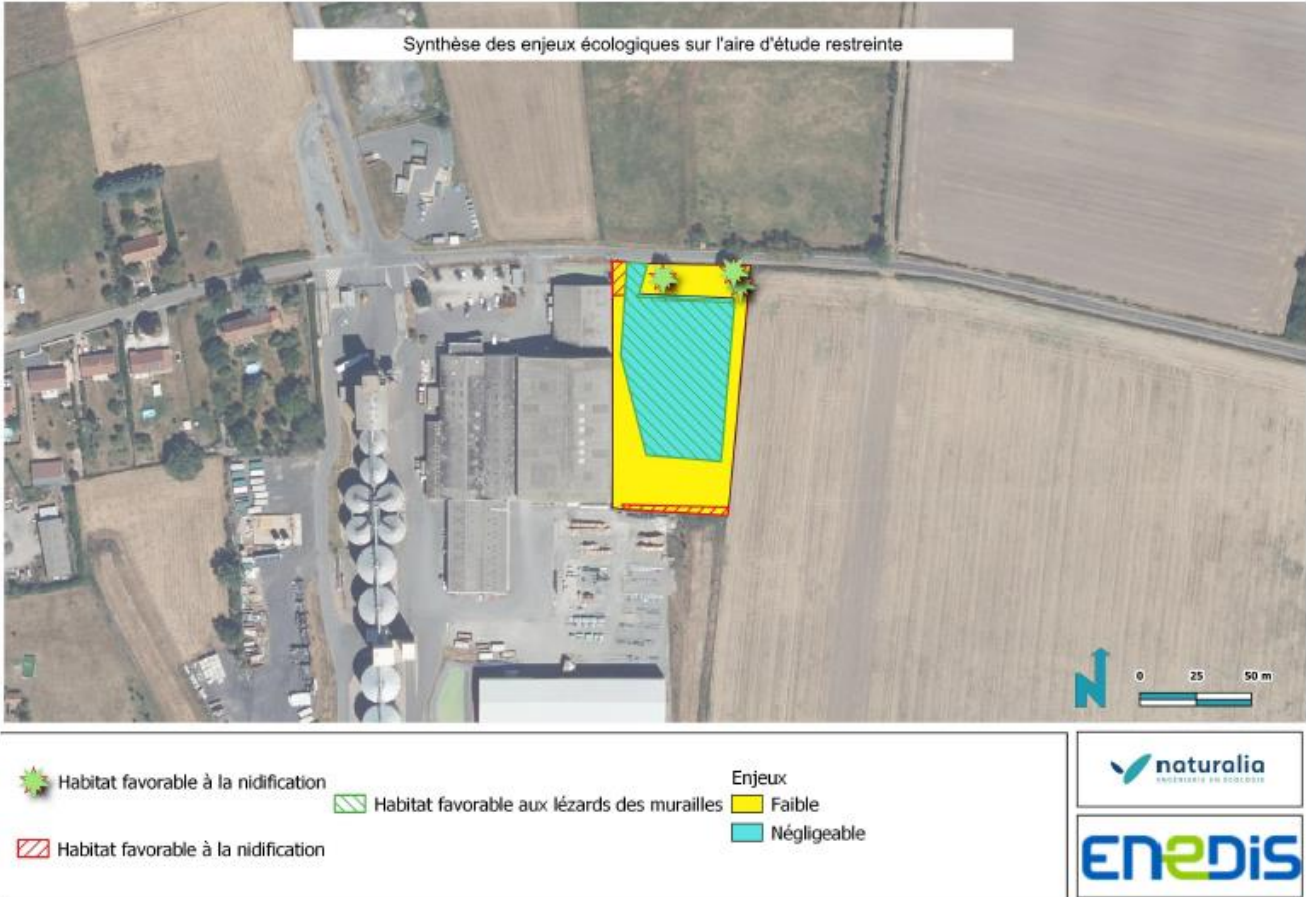


FIGURE 23 : LEZARD DES MURAILLES (PODARCIS MURALIS) ET LE MOINEAU DOMESTIQUE (PASSER DOMESTICUS)

Concernant la flore, la commune de Bellenaves compte 450 espèces de plantes, mousses et fougères recensées dans la bibliographie. Parmi elle seuls l'orme lisse et le dicrane vert présente un statut de protection. Ces deux espèces n'ont pas été contacté sur l'aire d'étude.

Aucune espèce patrimoniale ou protégée n'a été contacté sur l'aire d'étude restreinte. Celle-ci au vu de sa faible surface, sa gestion (entretien lié aux usages du site) et sa localisation est peu susceptible d'accueillir une flore patrimoniale ou protégée.
Aucune EVEC n'a également été contacté sur l'aire d'étude.

L'enjeu concernant la flore est donc nul.

5 MILIEU HUMAIN

5.1 Territoire de l'aire d'étude

5.1.1 Le département de l'Allier

Le département de l'Allier s'étend sur une superficie de 7 340 km² et comporte une densité de population de 45,8 habitants par km², bien inférieure à la moyenne de la région Auvergne Rhône Alpes, située à 114,7 habitants par km² en 2018. Le département se découpe en 3 unités urbaines majeures :

- Vichy ;
- Montluçon ;
- Moulins ;

Le territoire se compose de 12 regroupements intercommunaux :

- CC Entr'Allier Besbre et Loire ;
- CA Vichy Communauté ;
- CA Moulins Communauté ;
- CA Montluçon Communauté ;
- **CC Saint-Pourçain Sioule Limagne** ;
- CC Commeny Montmarault Nérès Communauté ;
- CC Bocage Bourbonnais ;
- CC Pays de Lapalisse ;
- CC du Pays d'Huriel ;
- CC du Pays de Tronçais ;
- CC du Val de Cher ;
- CC le Grand Charolais.

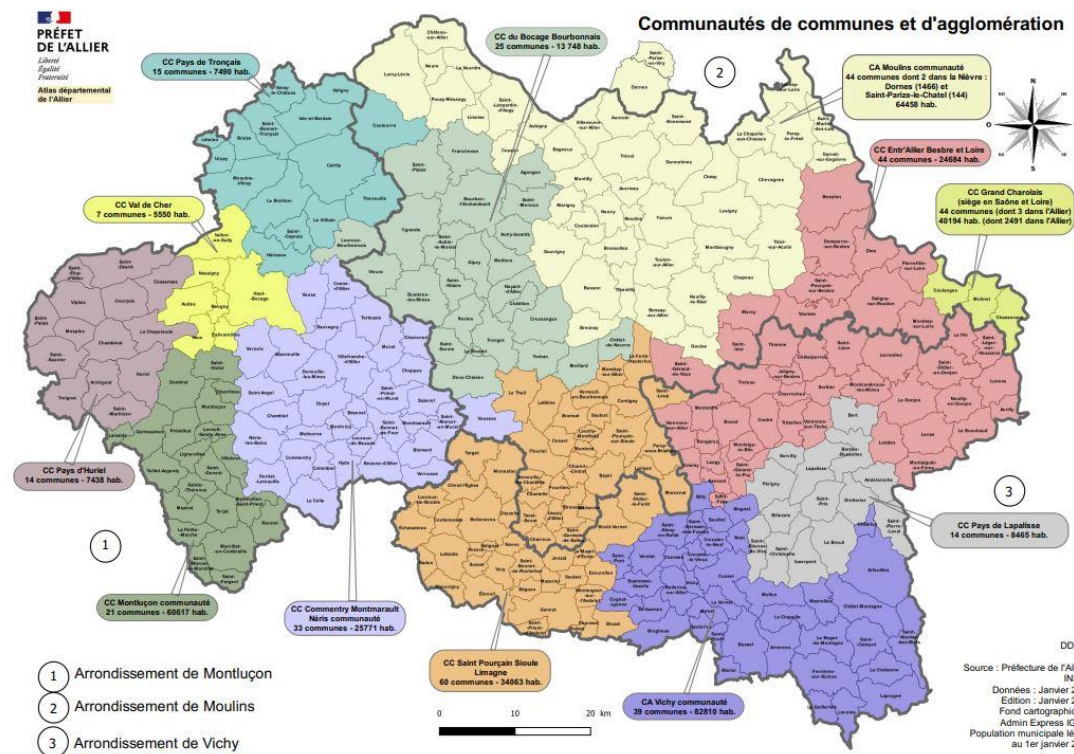


FIGURE 24 : COMMUNAUTES DE COMMUNES ET D'AGGLOMERATION DE L'ALLIER

Source : Allier.gouv.fr

Le projet se situe dans la **communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne** .

5.1.2 Communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne

Existant depuis le 8 décembre 2016, la nouvelle communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne se traduit par la création d'une entité territoriale totalement nouvelle issue de la fusion de 3 communautés de communes existantes (60 communes, 34 063 habitants en 2021), chacune aujourd'hui avec des caractéristiques différentes.

Barberier	Bayet	Bègues	Bellenaves	Biozat	Branzat
Broût-Vernet	Cesset	Chantelle	Chareil-Cintrat	Charmes	Charroux
Chezelle	Chirat-l'Eglise	Chouvigny	Contigny	Coutansouze	Deneuille-lès-Chantelle
Ebreuil	Echassières	Escurolles	Etroussat	La Ferté-Hauterive	Fleuriet
Fourilles	Gannat	Jenzat	Laféline	Lalizolle	Loriges
Louchy-Montfand	Louroux-de-Bouble	Marcenat	Le Mayet-d'Ecole	Mazerier	Monestier
Monétay-sur-Allier	Monteignet-sur-l'Andelot	Montord	Nades	Naves	Paray-sous-Briaillès
Poëzat	Saint-Bonnet-de-Rochefort	Saint-Didier-la-Forêt	Saint-Germain-de-Salles	Saint-Loup	Saint-Pourçain-sur-Sioule
Saint-Priest-d'Andelot	Saulcet	Saulzet	Sussat	Target	Taxat-Sénat
Le Theil	Ussel-d'Allier	Valignat	Veauce	Verneuil-en-Bourbonnais	Vicq

Tableau 25 : Liste des communes

Par arrêté préfectoral du 8 décembre 2017, la commune de Saint-Pont a changé d'intercommunalité, passant de la communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne à la communauté d'agglomération Vichy Communauté.

5.1.3 Bellenaves

La commune de Bellenaves s'étend sur une superficie de 34,88 km² avec une densité de 28 hab./km² en 2021. Les habitants en sont nommés « les Bellenavois ».

5.2 Contexte socio-économique

5.2.1 Population

La population est passée de 1 196 habitants en 1968 à 985 habitants en 2020, soit une évolution de -17.65% sur une période de 52 ans.

	1968	1999	2009	2014	2020
Nombre d'habitants	1 196	1 003	1 024	1 016	985

La tranche d'âge la plus importante de Bellenaves est la tranche des 60 à 74 ans avec 133 femmes et 118 hommes pour un total de 251 personnes, soit 25.5% de la population.

5.2.2 Logement

	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces ou plus
Nombre	30	36	79	143	202
Pourcentage	6.1%	7.3%	16.1%	29.2%	41.2%

On observe l'importance des grands logements en 2020 (4-5 pièces et plus) répondant au besoin des familles avec enfants sur la commune de Bellenaves.

5.3 Occupation du sol

Le projet s'inscrit dans un environnement agricole dominé par des terres arables et en limite d'urbanisation à l'ouest. La route de Taxat Sénat longe l'aire d'étude et la N7 si situe à proximité, au nord.

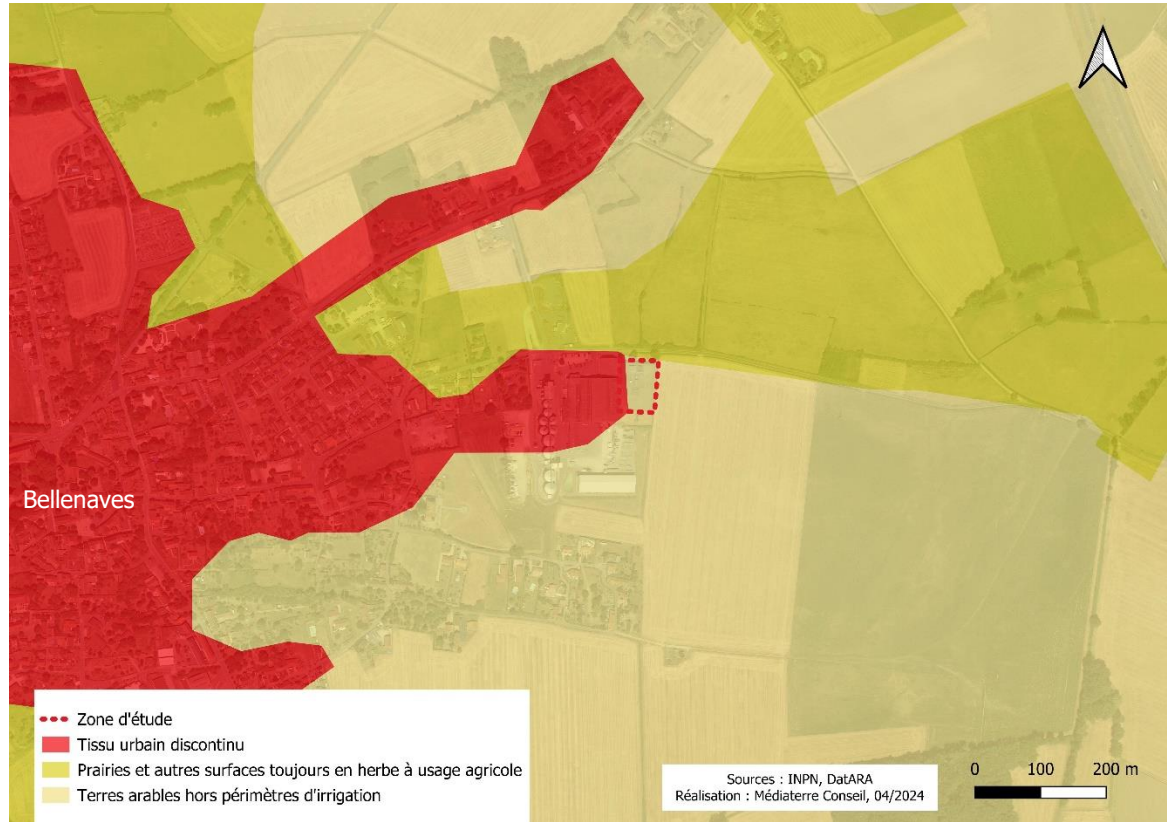


FIGURE 25 : OCCUPATION DU SOL

5.4 Activités à proximité de l'aire d'étude

La déchetterie de Bellenaves se situe à 50 mètres de l'aire d'étude.

5.5 Déplacement

La zone d'étude se situe à 820m à l'ouest de l'A71. La D68 et la D987 traversent la commune. Une voie ferrée passe à 800m à l'ouest du centre-ville de la commune. Il s'agit de la ligne qui relie Montluçon-Ville à Clermont-Ferrand et elle dessert Bellenaves. La voie ferrée est située à 1,2km à l'ouest du poste-source.



FIGURE 26 : LOCALISATION DES ROUTES ET VOIE FERREE

5.6 Réseaux Secs et humides

Il n'y a pas de captage AEP sur la commune ni à proximité.

D'après les données de la banque du sous-sol, il existe plusieurs forages sur la commune et aux alentours mais rien n'est à signaler dans les environs du poste source.

5.7 Émissions de gaz à effet de serre (GES)

Source : https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/orcae_chiffres_cles_2020.pdf ; <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/emissions-totales-de-gaz-effet-de-serre-par-secteur>

La région Auvergne-Rhône-Alpes a reculé les émissions de GES sur son territoire de 2015 à 2020. Une diminution de 12 % s'est mesurée à l'échelle régionale pendant l'année 2020. **Les émissions de GES sont de 44,4 MteqCO₂**. Les plus fortes baisses s'observent dans le secteur des transports (-18%) et celui des bâtiments (-17%). Seules les émissions de l'agriculture ne reculent pas depuis 2015.

En 2020, **les transports** représentent **32 % des émissions de GES**. **L'industrie et la gestion des déchets** sont estimées à 23 %. **L'agriculture est considérée à 20 % des émissions de GES**. Le **résidentiel est évalué à 17 %**. Enfin, **le tertiaire représente 8 % des émissions de GES**. **Les puits de carbone sont estimés à 1 592 MteqCO₂** stockées à l'échelle régionale de l'Auvergne-Rhône-Alpes.

En visualisant les données des émissions de GES à l'échelle départementale, l'Allier affiche un total d'émissions de GES d'environ 3 800 kteqCO₂ en 2022. Concernant les secteurs émettant le plus, il s'agit de l'agriculture (40%), du transport routier (22%), des industries hors branches énergies (13%) et du résidentiel (10%).

6 PAYSAGES ET PATRIMOINE

6.1 Généralités

Selon l’atlas des paysages d’Auvergne, la commune de Bellenaves se situe sur une unité paysagère : « Forêts et bocage bourbonnais ». C’est de loin l’ensemble de paysages le plus vaste d’Auvergne. Il occupe environ un tiers du département de l’Allier.

Les bocages ont des physionomies différentes en fonction de leur localisation, des situations de relief, de proximités ou d’éloignements des zones habitées, de l’histoire sociale des lieux. Globalement, on peut les résumer de la manière suivante : un grand ensemble de paysages dominé par un système bocager, truffé de forêts et de petites originalités naturalistes ou industrielles : zones humides, anciennes carrières, terrils, ruines de chemins de fer. Les forêts pour la plupart domaniales, très importantes et de grandes superficies, sont une unité paysagère fragmentée de cet ensemble de paysages.



FIGURE 27 : HETRAIE A HOUX (FORET BOURBONNAISE)

6.2 Caractéristiques du site

Le poste est localisé à la limite d’une zone de tissu urbain discontinu. Une route longe la zone d’étude (départementale 223), et elle est entourée de prairies destinées à l’agriculture et de terres arables.

6.3 Patrimoine

6.3.1 Archéologie

Aucun site archéologique ou zone de présomption de prescription archéologique ne sont identifiés sur la commune ou à proximité du poste source.

6.3.2 Monuments historiques

Il n’y a 3 monuments historiques sur la commune :

- Le Château de Bellenaves
- Le Château du Beyrat
- L’Eglise Saint-Martin

Le Château de Bellenaves et l’Eglise Saint-Martin sont situés au centre-ville de la commune, à 830m du poste source. Le Château du Beyrat est situé à 1,4km au sud de la zone d’étude.

6.3.3 Sites inscrits et sites classés

Aucun site inscrit ou classé n’est situé sur la commune de Bellenaves ou à proximité.

7 SANTE PUBLIQUE ET NUISANCES

7.1 Qualité de l'air

Atmo Auvergne-Rhône-Alpes est l'observatoire chargé de la surveillance de la qualité de l'air de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Aucune station fixe de mesure n'est présente à Bellenaves mais Atmo AURA estime que la qualité de l'air y est moyenne toute l'année. Les axes routiers comme l'autoroute A71 ou les D68 et D987, assez fréquentés, sont des axes générant une certaine pollution au dioxyde d'azote bien que cela soit assez léger. Le polluant majoritaire est l'ozone (O₃) avec une dizaine de jours par an au-dessus du seuil réglementaire de 120 µg/m³.

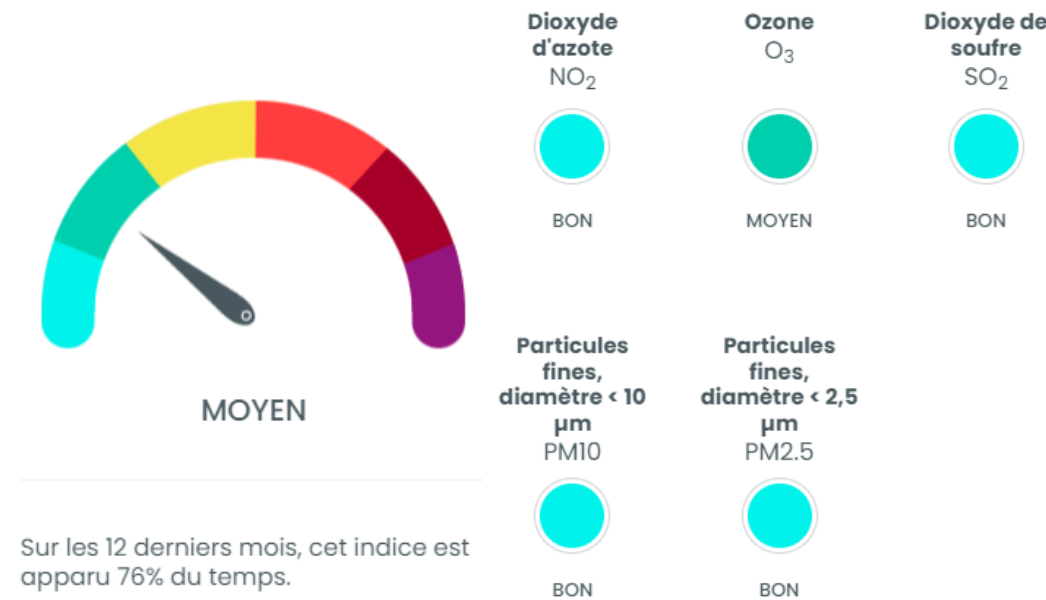


FIGURE 28 : QUALITE DE L'AIR AU 10 AVRIL 2024 A BELLENAVES (ATMO AURA)

7.2 Bruit et ambiance lumineuse

7.2.1 Contexte actuel du territoire

7.2.1.1 Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) - 3^{ème} échéance

Le PPBE de l'État troisième échéance a été approuvé par l'arrêté préfectoral n°3233Bis/2019 du 20 décembre 2019.

Ce document synthétise les mesures de lutte contre le bruit prévues pour les infrastructures de transport terrestres suivantes :

- les routes concédées : A71 - A719 - A714 ;
- les routes non concédées : RN7 - RN79 et RN145 ;
- les voies ferrées n° 785000 et n° 790000.

Le projet de PPBE de l'État, 3^{ème} échéance, est le fruit d'une collaboration entre les services de l'État (DDT, DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, DIR Centre-Est et DIR Centre-Ouest) et SNCF Réseau.

Il fait l'objet d'une consultation du public d'une durée de 2 mois du 23 septembre au 25 novembre 2019.

7.2.1.2 Cartes stratégiques du bruit de l'Allier

Selon les cartes stratégiques du bruit dans le département de l'Allier, la commune est exposée au bruit lié au passage de l'autoroute. Ces bruits, diurnes et nocturnes, peuvent incommoder les habitants jusqu'à plusieurs centaines de mètres autour de l'axe routier en question. Ces bruits peuvent provoquer des troubles du sommeil ou

des troubles de la concentration et impactent surtout les personnes plus sensibles comme les enfants, les femmes enceintes ou les personnes âgées.

Le poste-source n'est néanmoins pas situé dans les zones susceptibles d'être impactées par le bruit de cet axe routier important.

7.2.1.1 Etude acoustique du poste source de Bellenaves

Dans le cadre du projet de renforcement du Poste source sur la commune de Bellenaves, M.LACHAUD d'ENEDIS BRIPS Montluçon a confié au bureau d'études ORFEA Acoustique la réalisation d'une étude acoustique. La campagne de mesure réalisée les 28 et 29 juin 2023, a permis d'évaluer les caractéristiques acoustiques de la situation actuelle (niveau sonore initial et caractérisation acoustique du transformateur existant). L'exploitation de ces données a permis de construire un modèle numérique représentatif de la situation sonore. Ce modèle a été complété par des hypothèses liées à l'ajout du nouveau transformateur.

Avec l'installation du futur transformateur, une augmentation du niveau sonore est estimée chez les riverains, respectivement de 3 et 3,5 dB(A) chez chacun des riverains, en période nocturne. Cette augmentation sera très faiblement perceptible par l'oreille humaine ; en effet, au niveau des riverains, les niveaux concernés sont a priori noyés dans le bruit de fond de la zone d'étude. Aussi, dans la configuration retenue par l'étude, il est possible de conclure sur **l'absence de dégradation de l'environnement sonore actuel** chez les riverains du fait de l'ajout du nouveau transformateur. Par ailleurs, étant donné les niveaux en jeu, le risque de dépassement des exigences réglementaires est jugé faible

Dans le cas où les caractéristiques acoustiques du nouveau transformateur réellement installé serait très différentes des hypothèses considérées dans le précédent rapport, une mise à jour de l'étude pourrait s'avérer nécessaire afin de confirmer l'absence de sensibilité présentée ici.

7.2.1.2 Ambiance lumineuse

D'après les données disponibles sur le site *Light pollution map*, la commune est relativement épargnée par la pollution lumineuse. Lors des périodes diurnes, l'éclairage public et l'influence des agglomérations génèrent peu de nuisances lumineuses sur la commune, et sur le poste-source. Les habitants et la faune locale sont donc peu impactés par ce phénomène.

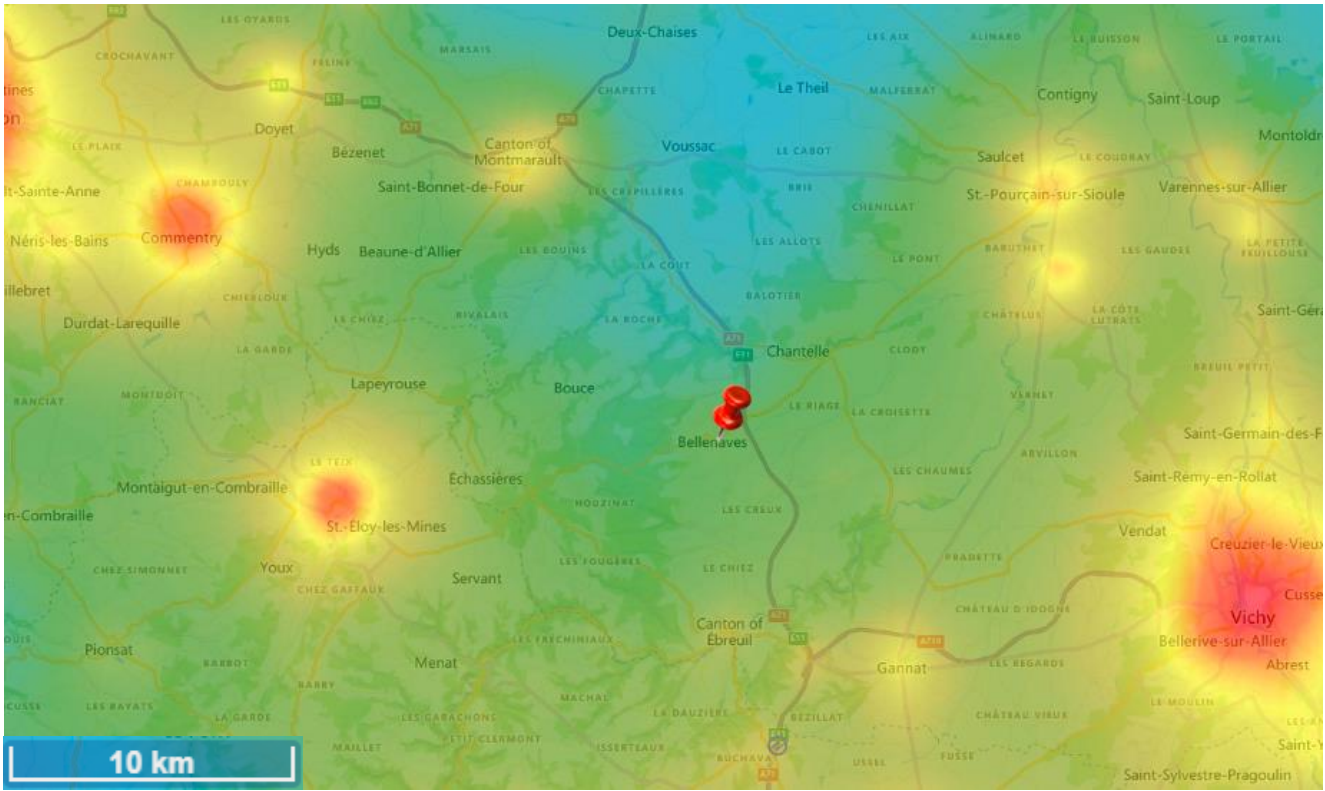


FIGURE 29 : POLLUTION LUMINEUSE (LIGHT POLLUTION MAP)

8 RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

8.1 Risques naturels

8.1.1 Feux de forêt

Il n’y a pas de risque de feux de forêt au sein de la commune de Bellenaves selon la DDT de l’Allier.

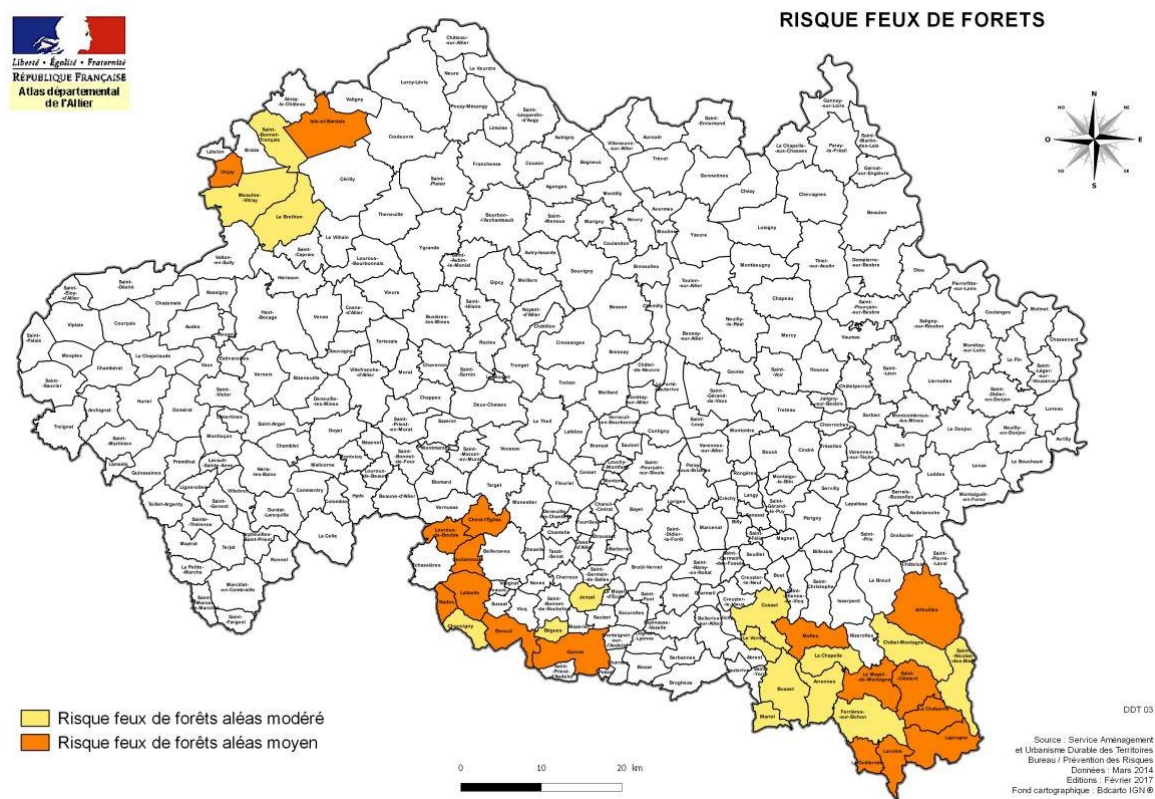


FIGURE 30 : RISQUE FEUX DE FORETS DE L’ALLIER

Source : http://www.allier.gouv.fr/IMG/pdf/feux_de_forets.pdf

8.1.2 Séisme

Le risque sismique désigne la combinaison entre l'aléa sismique, les biens et les populations qui y sont soumises, et leur vulnérabilité face à cet aléa. En fonction des situations géodynamiques, politiques, sociales et économiques, le risque sismique dans le monde est très variable, selon les régions considérées. Le risque sismique informe sur la probabilité et l'intensité des événements de séisme. Un séisme ou « tremblement de terre » est une fracture brutale des roches en profondeur, due à une accumulation d'une grande quantité d'énergie, créant des failles dans le sol et se traduisant en surface par des vibrations du sol transmises aux bâtiments.

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante (articles R.563-1 à R.563-8 du code de l'environnement, modifiés par le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010, et article D.563-8-1 du code de l'environnement, créé par le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010).

L'ensemble de la commune de Bellenaves est situé en zone de **sismicité 2 (sismicité faible)**.

8.1.3 Inondation

Les nappes phréatiques sont dites « libres » lorsqu'aucune couche imperméable ne les sépare du sol.

Elles sont alimentées par la pluie, dont une partie s'infiltre dans le sol et rejoint la nappe. Lorsque l'eau de pluie atteint le sol, une partie est évaporée. Une seconde partie s'infiltre et est reprise plus ou moins vite par l'évaporation et par les plantes. Une troisième s'infiltre plus profondément dans la nappe. Après avoir traversé les terrains contenant à la fois de l'eau et de l'air, elle atteint la nappe où les vides de roche ne contiennent plus que de l'eau, et qui constitue la zone saturée. On dit que la pluie recharge la nappe. Si des éléments pluvieux exceptionnels surviennent et engendrent une recharge exceptionnelle, le niveau de la nappe peut atteindre la surface du sol. La zone non saturée est alors totalement envahie par l'eau lors de la montée du niveau de la nappe : c'est l'inondation par remontée de nappe. On conçoit que plus la zone non saturée est mince, plus l'apparition d'un tel phénomène est probable. On appelle zone « sensible aux remontées de nappes » un secteur dont les caractéristiques d'épaisseur de la Zone Non Saturée, et de l'amplitude du battement de la nappe superficielle, sont telles qu'elles peuvent déterminer une émergence de la nappe au niveau du sol, ou une inondation des sous-sols à quelques mètres sous la surface du sol.

L'aire d'étude est concernée par l'aléa remontée de nappe. **C'est une zone potentiellement sujette aux débordements de nappe.** Le projet n'aura pas d'impact sur ce phénomène.

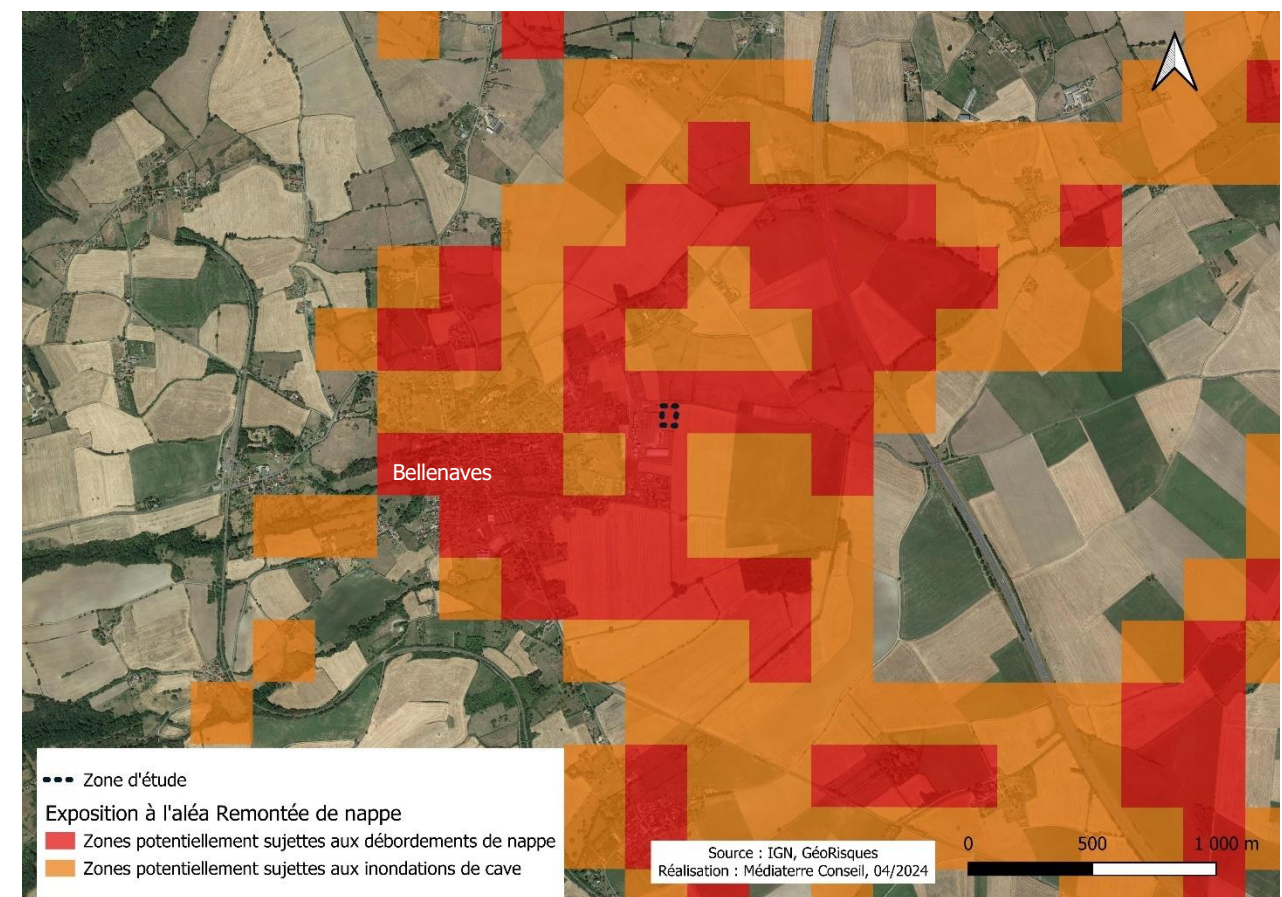


FIGURE 31 : REMONTEE DE NAPPES

8.1.4 Mouvement de terrain

8.1.4.1 Mouvement de terrain

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol, d'origine naturelle ou anthropique. Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) ou très rapides (quelques centaines de mètres par jour). On distingue :

- Les mouvements lents et continus tels que les phénomènes de retrait-gonflement des argiles et les glissements de terrain le long d'une pente ;

- Les mouvements rapides et discontinus tels que les effondrements de cavités souterraines naturelles ou artificielles, les chutes de bloc ou encore les coulées boueuses et torrentielles.

Selon *Géorisques*, **3 mouvements de terrain de type glissement ont été détecté en périphérie de la commune, à proximité de Valignat :**

- Crouzat (id : 10300010) en 1982
- Côte des blanches – Saint Bonnet Tison RD43 (id : 21000191) en 1939
- Saint-Bonnet de Tizon – CD43 (id : 10300214) en 1982

Aucun mouvement de terrain n’a été enregistré depuis 1982 sur la commune.

8.1.4.2 Aléa retrait gonflement des argiles

Les sols présentent des prédispositions plus ou moins importantes aux mouvements différentiels de terrain consécutifs au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux. Ces derniers, sous l’alternance de périodes très contrastées (humidité-sécheresse,) subissent des variations de volume.

Ainsi, lors de sécheresse prononcée et/ou durable, la diminution de la teneur en eau des argiles génère un phénomène de retrait (apparition de fissures et une réduction du volume de ces dernières). Lors des premières pluies, la réhydratation des argiles engendre un gonflement, provoquant des tassements localisés, et/ou différentiels préjudiciables aux constructions. La cinématique et l’amplitude des déformations rendent ce phénomène sans danger pour l’Homme.

Selon *Géorisques*, le poste-source est concerné par **l’aléa retrait et gonflement des argiles jugé moyen.**



FIGURE 32 : RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES

8.1.5 Zonages du PPRN Allier

La prévention des risques naturels est une responsabilité des pouvoirs publics. C’est pourquoi, sur les territoires à enjeu, avec des aléas forts et/ou une forte sensibilité matérielle ou humaine, des Plans de Prévention des Risques

Naturels sont mis en place. Ces documents sont en accès libre et regroupent les différents zonages liés aux principaux risques naturels sur un territoire.

Aucun PPRN approuvé n’est encore applicable sur la commune de Bellenaves.

8.2 Risques technologiques

8.2.1 Installations Classées pour la Protection de l’Environnement (ICPE)

Le risque industriel est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et l’environnement. Afin d’en limiter la survenue et les conséquences, les établissements les plus dangereux sont soumis à une réglementation stricte et à des contrôles réguliers. Il s’agit des Installations Classées pour la Protection de l’Environnement (ICPE). Elles sont soumises à un de ces trois régimes en fonction de leur potentiel d’impact :

- **Déclaration** : démarche simplifiée mise en place pour les établissements de petite taille et ayant peu d’incidence sur l’environnement.
- **Enregistrement** : démarche intermédiaire qui équivaut à une demande d’autorisation simplifiée qui ne nécessite pas d’étude de danger ou d’impact.
- **Autorisation** : démarche longue et complexe que doivent réaliser les installations de grande taille et/ou engendrant des impacts et risques importants sur l’environnement qui l’entoure. Cette procédure exige l’élaboration d’études de danger et d’impact ainsi que la réalisation d’une enquête publique.

Les ICPE soumises à autorisation présentant des quantités de produits dangereux dépassant les seuils fixés dans la directive européenne *Seveso*, sont soumises à une réglementation plus stricte. Ce sont les établissements classés **SEVESO**. Ils doivent répondre à des exigences particulières : obligation de réaliser des études de dangers, obligation de réaliser des plans de secours et d’informer les populations, etc...

Ces sites SEVESO font parfois l’objet de **Plan de Prévention de Risques Technologiques (PPRT)** pour permettre comme dans le cas des PPRN, la protection des biens et des personnes en maîtrisant l’urbanisation. Le PPRT vaut servitude d’utilité publique.

Quatre installations classées pour la protection de l’environnement (ICPE) sont présentes sur le territoire de la commune de Bellenaves.

Deux ICPE sont situées à proximité du projet, la plus proche étant Val’limage, à 130m à l’ouest du poste-source.

Nom de l’établissement	Adresse	Régime en vigueur	Statut SEVESO	Distance du poste-source
Commune de Bellenaves	Le Pain Bénit	Enregistrement	Non Seveso	310 m
Fredot Roseline	20 route des Vignes	Autres régimes		2,5 km
Gaec de Montgond	Montgond	Enregistrement	Non Seveso	4,7 km
Val’limage	BP 3 Les Chambaux	Autorisation	Seveso seuil bas	130 m



FIGURE 33 : INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT (ICPE)

8.2.2 BASOL

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies. La pollution présente un caractère concentré, à savoir des teneurs souvent élevées et sur une surface réduite (quelques dizaines d'hectares au maximum). Elle se différencie des pollutions diffuses, comme celles dues à certaines pratiques agricoles ou aux retombées de la pollution automobile près des grands axes routiers. La base de données BASOL, sous l'égide du ministère chargé de l'environnement, récolte et conserve la mémoire de milliers de « sites et sols pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif ».

Aucun site BASOL n'est présent sur le territoire de la commune.

8.2.3 BASIAS

L'inventaire des anciens sites industriels et activités de service, conduit systématiquement à l'échelle départementale depuis 1994, alimente la base de données nationale BASIAS (Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service).

Trois sites BASIAS sont recensés sur la commune. Un est notamment à côté du poste, le stockage de produits agricoles, à 127m. Le projet d'extension ne génèrera pas de pollution supplémentaire.

N° identifiant SSP	N° identifiant BASIAS	Nom usuel	Etat d'occupation de l'établissement	Distance du poste-source
SSP3787533	AUV0300489	Anc. Décharge Communale OM	En arrêt	1,3 km
SSP3787532	AUV0300488	Silos, Stockage produits agricoles C.L.B	Indéterminé	127 m
SSP3787525	AUV0300481	Station Service ELF, Garage RENAULT DIAT	Inderminé	740 m

8.2.4 Industries rejetant des polluants

La Direction Générale de la Prévention des Risques du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires recense les principaux rejets et transferts de polluants dans l'eau, l'air et les déchets déclarés par certains établissements à savoir :

- les principales installations industrielles ;
- les stations d'épuration urbaines de plus de 100 000 équivalents habitants ;
- certains élevages.

Le Registre national des Emissions Polluantes est mis à jour 2 fois par an et ces données sont mises à disposition du grand public.

Aucune des entreprises classées ICPE sur la commune n'est recensée dans ce registre.

8.2.5 Les Secteurs d'Information sur les Sols (SIS)

La Loi ALUR a renforcé l'information sur la pollution des sols par la création de Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) (articles L.125-6 et R.125-41 à 47 du code de l'environnement). Ces secteurs « comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement » (article L.125-6 du code de l'environnement).

La commune de Bellenaves ne contient aucun secteur recensé comme SIS.

8.2.6 Transport de matières dangereuses

Une matière est dite dangereuse par ses propriétés physiques, chimiques ou les réactions qu'elle peut provoquer, pouvant ainsi présenter un danger grave pour l'Homme et/ou son environnement. Cette substance peut être inflammable, toxique, explosive, corrosive ou radioactive.

Le risque de transport de matières dangereuses (TMD) est consécutif à un accident se produisant lors du transport de matières dangereuses par voies routières, ferroviaires, maritimes ou fluviales ou par canalisation. En France et de manière générale en Europe, les transports de matières dangereuses sont peu impliqués dans les accidents majeurs. Ils sont entourés d'un maximum de mesures de précaution et d'une attention constante.

Dans le cas d'un accident engendrant une explosion, les conséquences d'un tel évènement peuvent se faire sentir dans un rayon jusqu'à 350 mètres. Mais si celui-ci génèrait un nuage toxique, selon l'intensité du vent et la densité du produit, alors ce nuage pourrait s'étendre à plusieurs centaines de kilomètres.

Ce risque peut être porté par les infrastructures de transport routier et ferroviaire. Le Dossier Départemental des Risques Majeurs recense de nombreuses communes vulnérables au risque de TMD, mais Bellenaves n'en fait pas partie.

Les axes routiers principaux comme la D68 et la D987 et l'A71, à proximité du poste-source, ainsi que la voie ferrée Montluçon-Ville – Clermont-Ferrand identifiée au paragraphe 5.5, restent malgré tous des axes pouvant faire peser ce risque sur les alentours.

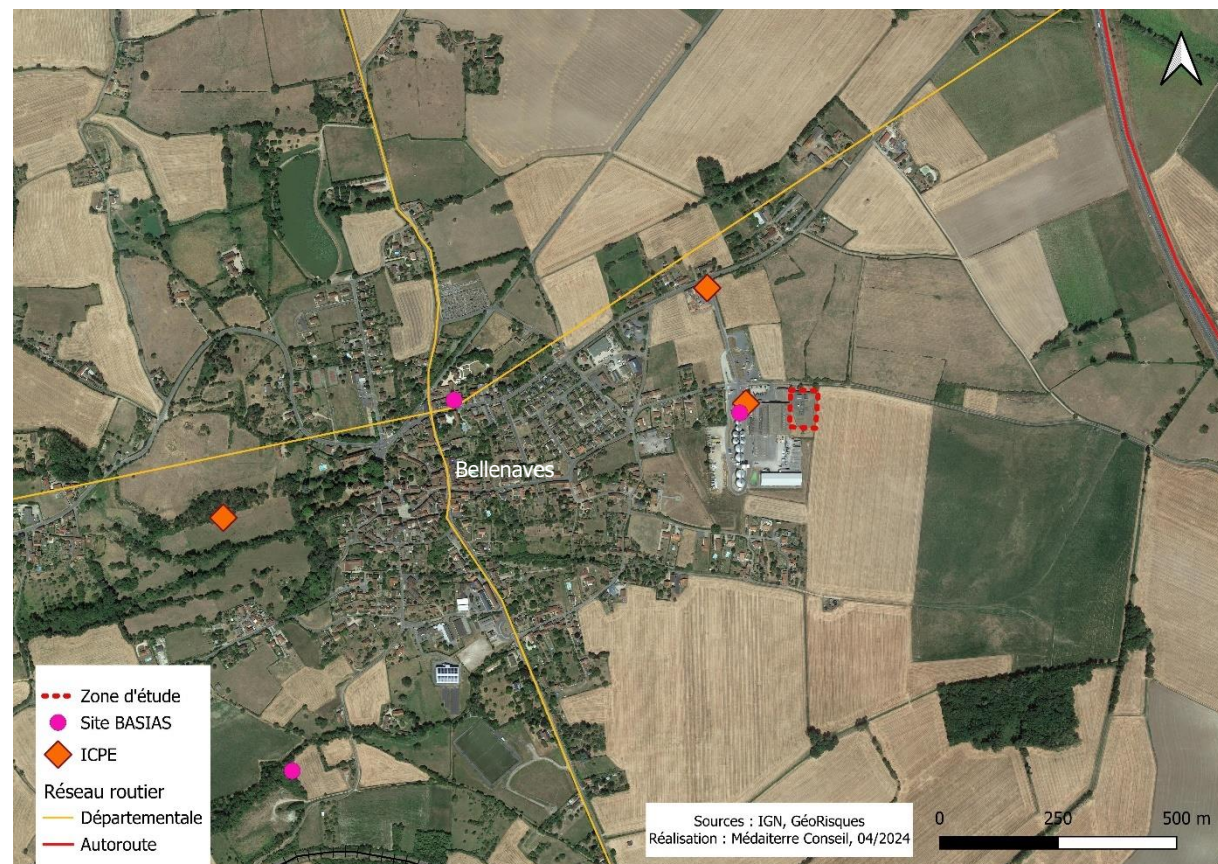


FIGURE 34 : SYNTHESE DES RISQUES TECHNOLOGIQUES A PROXIMITE DU POSTE SOURCE

9 DOCUMENTS DE PLANIFICATION

9.1 Contexte administratif

Le territoire d'étude se situe sur la commune de Bellenaves, dans le département de l'Allier et qui fait partie de la communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne.

9.1.1 Compétences de la commune

Les compétences de la commune sont les suivantes :

- ❖ Urbanisme
- ❖ Environnement
- ❖ Logement
- ❖ Ecoles préélémentaires et élémentaires

La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a renforcé les compétences optionnelles et obligatoires transférées de la commune à la communauté de communes.

9.2 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône-Méditerranée

Le SDAGE Loire Bretagne a été adopté en mars 2022 les années 2022 à 2027. Il définit la politique à mener pour stopper la détérioration et retrouver un bon état de toutes les eaux, cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales.

Le SDAGE Loire Bretagne s'appuie sur 4 orientations fondamentales qui sont directement reliées aux questions importantes identifiées lors de l'état des lieux du bassin ou issues d'autres sujets concernant l'eau devant être traités par le SDAGE.

- La qualité de l'eau : Que faire pour réduire les niveaux de pollution, garantir des eaux de qualité pour la santé des hommes, la vie des milieux aquatiques et les différents usages, aujourd'hui, demain et pour les générations futures ?
- Les milieux aquatiques : Comment préserver et restaurer des milieux aquatiques vivants et diversifiés, des sources à la mer, en prenant en compte le changement climatique ?
- La quantité : Comment partager la ressource disponible et réguler ses usages ? Comment adapter les activités humaines et les territoires aux inondations et aux sécheresses ?
- La gouvernance : Comment s'organiser ensemble pour gérer ainsi l'eau et les milieux dans les territoires, en cohérence avec les autres politiques publiques ? Comment mobiliser nos moyens de façon cohérente, équitable et efficiente ?

9.3 Contrats de Milieux

L'aire d'étude n'est concernée par aucun contrat de milieu.

9.4 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

L'aire d'étude est concernée par le SAGE « Sioule ». Il est actuellement mis en œuvre, et sa date d'approbation est le 5 février 2014.

Cinq enjeux concernant ce SAGE :

- Enjeu 1 : Agir sur la continuité écologique, la morphologie des cours d'eau et les zones humides
- Enjeu 2 : Préserver, améliorer et sécuriser la qualité de l'eau
- Enjeu 3 : Préserver et améliorer la quantité des eaux
- Enjeu 4 : Protéger les populations contre les risques d'inondation
- Enjeu 5 : Partager et mettre en œuvre le SAGE

9.5 Schéma de Cohérence Territoriale

Le schéma de cohérence territoriale (SCoT) est l'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification intercommunale. Il est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'habitat, de déplacements, de développement commercial, d'environnement, d'organisation de l'espace et d'assurer la cohérence entre les réponses apportées à ces enjeux.

La commune de Bellenaves est concernée par le SCoT Saint-Pourçain Sioule Limagne.

L'élaboration du **SCoT Saint-Pourçain Sioule Limagne** a été prescrite par délibération du conseil communautaire en date du 9 novembre 2017 et le projet arrêté le 20 juillet 2021.

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du Scot est établi à l'horizon de la période d'application du Scot (2040). Visant l'objectif d'un « développement équilibré et harmonieux du territoire de l'EPCI », il est organisé selon trois axes :

- Axe 1 : Renforcer l'attractivité territoriale ;
- Axe 2 : Valoriser et diversifier les dynamiques économiques ;
- Axe 3 : Protéger et mettre en valeur les atouts locaux.

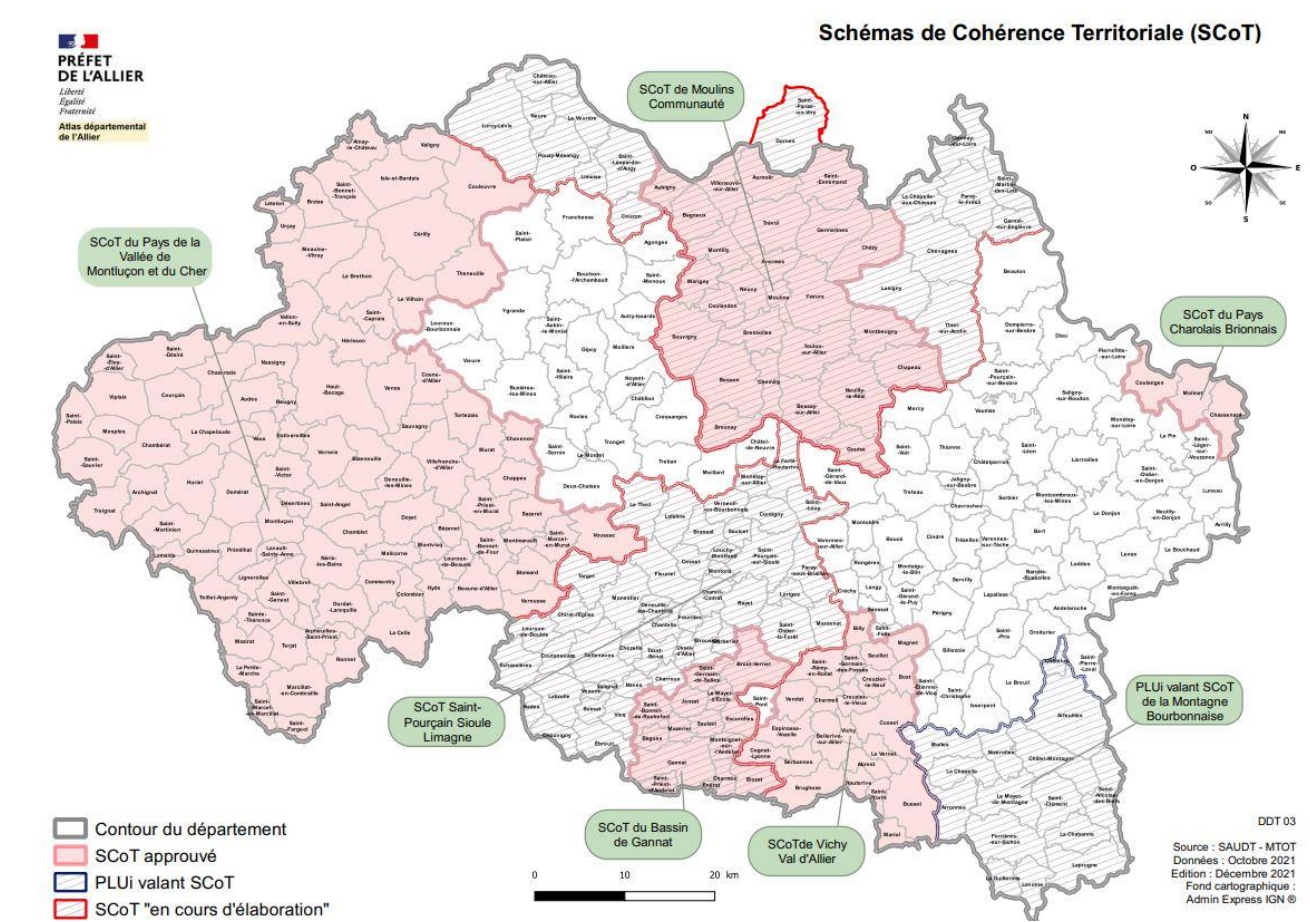


FIGURE 35 : SCHEMAS DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) DE L'ALLIER

Source : http://www.allier.gouv.fr/IMG/pdf/urb_schemas_coherece_territoriale_2.pdf

9.6 Plan Local d'Urbanisme

9.6.1 Le Plan Local d'Urbanisme de Bellenaves

Le Plan local d'Urbanisme de la commune de Bellenaves a été approuvé le 16 mai 2006 et révisé le 2 juin 2020.

9.6.1.1 Zonage

Le poste-source est classé en zone **Ui**, à savoir zone destinée à l'implantation des activités industrielles et artisanales, ainsi que des établissements commerciaux. Les zones urbaines concernent les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Conformément aux articles R111-3, R111-5, R111-15 et R111-28 du code de l'urbanisme les conditions suivantes s'appliquent aux constructions admises en **zone U** :

→ Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est susceptible, en raison de sa localisation, d'être exposé à des nuisances graves, dues notamment au bruit ;

→ Le projet peut être rejeté s'il manque d'accès adaptés ou si ceux-ci posent un risque pour la sécurité, en tenant compte de la circulation et de l'accès aux engins anti-incendie. De plus, il peut être refusé ou conditionnellement accepté avec des exigences spécifiques si les accès présentent des dangers pour la sécurité des usagers des voies publiques ou des personnes utilisant ces accès, en considérant la position, la configuration et l'intensité du trafic ;

→ Une distance d'au moins trois mètres peut être imposée entre deux bâtiments non contigus situés sur un terrain appartenant au même propriétaire ;

→ Dans les secteurs déjà partiellement bâtis, présentant une unité d'aspect et non compris dans des programmes de rénovation, l'autorisation de construire à une hauteur supérieure à la hauteur moyenne des constructions avoisinantes peut être refusée ou subordonnée à des prescriptions particulières.

9.6.1.2 Emplacements réservés (ER) et Espace Boisé Classé (EBC).

Il n'y a pas d'ER ou d'EBC sur l'aire d'étude.

9.6.1.1 Carte du PLU

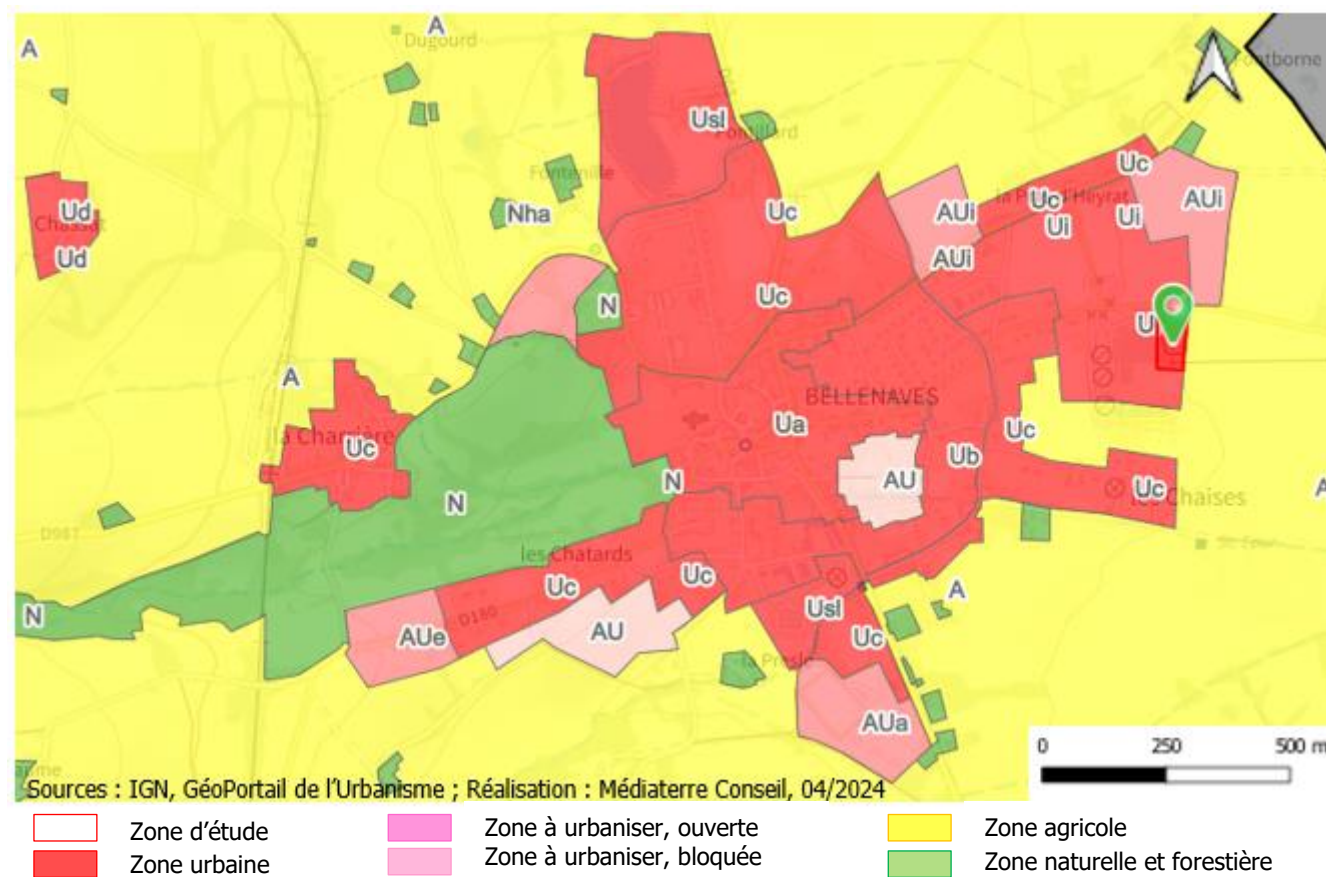


FIGURE 36 : EXTRAIT DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE BELLENAVES

9.6.2 Servitudes d'utilité publique

Une servitude d'utilité publique est présente au droit du projet :

I4 : Canalisations et lignes électriques

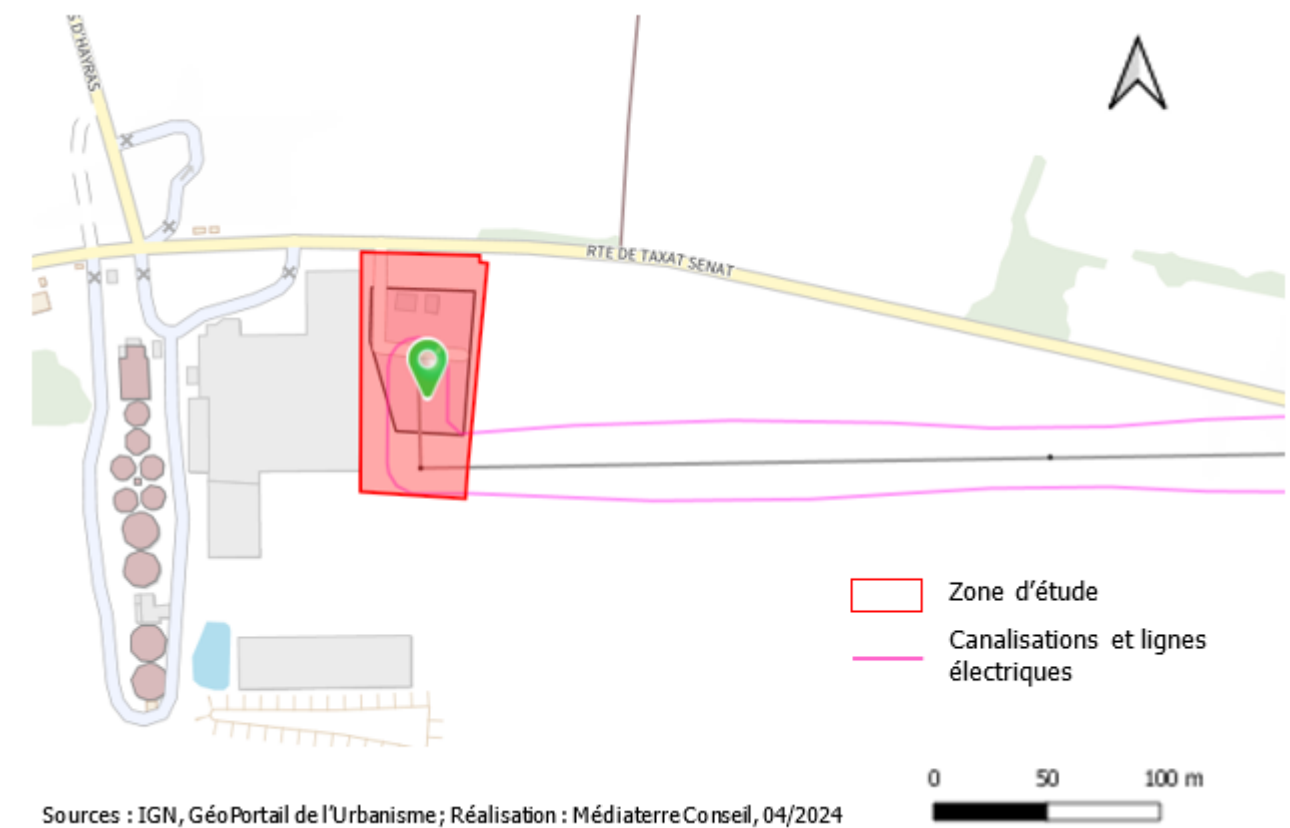


FIGURE 37 : SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

10 SYNTHÈSE DES ENJEUX

Les enjeux environnementaux ont été hiérarchisés en trois niveaux :

Enjeu nul	Enjeu Faible	Enjeu moyen	Enjeu fort
-----------	--------------	-------------	------------

MILIEU	THEMATIQUE	SENSIBILITE	Hiérarchisation des enjeux
MILIEU PHYSIQUE	<i>Climat</i>	Climat océanique dégradé, continental, montagne : doux et humide	
	<i>Topographie et géologie</i>	Topographie relativement plane. La zone est concernée par des alluvions fluviales anciennes de moyenne terrasse	
	<i>Hydrogéologie</i>	Deux entités hydrogéologiques sur la zone d'études sont présentes à faible profondeur	
	<i>Hydrologie</i>	Un cours d'eau est situé à 250m au sud de la zone d'étude	
MILIEU NATUREL	<i>Inventaire de protection</i>	Absence de ZNIEFF de type I et II, de réservoir de biodiversité dans le secteur d'étude	
	<i>Protection contractuelle</i>	L'aire d'étude se situe sur le PNA du Busard cendré. Les PNA de la Loutre d'Europe et des Chiroptères sont à proximité.	
	<i>Habitat/flore terrestre</i>	Aire d'étude entièrement artificialisée et à proximité de terres agricoles et terres arables. Toutes les espèces floristiques recensées sont classées préoccupation mineure.	
	<i>Faune terrestre</i>	Présence de 2 espèces menacées sur la commune : le lézard des murailles et le moineau domestique	
	<i>Continuités écologiques</i>	La zone d'étude ne se trouve sur aucun corridor écologique ou réservoir de biodiversité d'après le SRADDET Auvergne Rhône-Alpes.	
ENVIRONNEMENT URBAIN	<i>Occupation du sol</i>	L'aire d'étude occupe une parcelle urbanisée, destinée à l'implantation de parcelles industrielles et artisanales	
	<i>Réseaux</i>	Aucune aire d'alimentation de captage en eau potable n'est présente sur l'aire d'étude	
	<i>Déchets</i>	Présence de la déchetterie de la commune à proximité de l'aire d'étude (140m)	
PAYSAGE ET PATRIMOINE	<i>Environnement paysager</i>	Paysage agricole et anthropisé : infrastructure routière, réseau aérien, habitations, zone industrielle. Perceptible depuis les habitations et les routes environnantes.	
	<i>Archéologie</i>	L'aire d'étude n'est pas incluse dans un périmètre de site archéologique	
	<i>Monuments historiques</i>	L'aire d'étude n'est pas incluse dans un périmètre de co-visibilité de 500 mètres	
	<i>Sites inscrits sites classés</i>	Pas de sites inscrits ou classés	
SANTÉ PUBLIQUE ET NUISANCES	<i>Qualité de l'air</i>	Qualité de l'air moyenne avec comme polluant principale l'ozone	
	<i>Bruit et pollution lumineuse</i>	Pollution lumineuse faible Secteur impacté par les bruits de l'A71	
RISQUES	<i>Inondation</i>	Aléa remontée de nappe : zone potentiellement sujettes aux débordements de nappe	
	<i>Feux de forêt</i>	Pas de risque de feux de forêt dans l'Allier	

	<i>Mouvement de terrain</i>	Aléa moyen pour le retrait-gonflement des argiles. Pas de mouvement de terrain enregistré depuis 1982 sur la commune	
	<i>Séisme</i>	Sismicité de niveau 2 soit une sismicité faible	
	<i>Risque industriel</i>	Un site ICPE (Seveso seuil bas) et un site BASIAS présents à 130m de la zone d'étude	
DOCUMENTS DE PLANIFICATION	<i>PLU</i>	Le projet est situé sur une zone agricole et urbaine. Il n'y a pas de mise en compatibilité nécessaire	
	<i>SCOT</i>	La commune appartient au SCoT Saint-Pourçain Sioule Limagne	

FIGURE 38 : SYNTHESE DES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES

11 MESURES ERC

Sont présentés dans cette partie les effets du projet sur l'environnement et la santé, ainsi que les principes de mesures d'évitement et de réduction qui pourront être mis en place. Ces mesures seront affinées sans les étapes ultérieures du projet.

11.1 Effets et mesures en phase de chantier

Les effets majeurs du chantier concernent, d'une part, la perturbation de la circulation et, d'autre part, les nuisances propres aux différentes phases de travaux : bruit, poussières, vibration...

L'objectif principal est de planifier et d'organiser le chantier tout en respectant l'environnement.

Dans les grandes lignes, cette organisation s'appuiera sur certains principes :

- la conservation des accès des riverains aux pourtours du site (maisons individuelles, commerces, équipements),
- un chantier nettoyé en permanence,
- un recours à des matériaux respectueux de l'environnement.

La gestion des déchets produits sur le chantier est un travail important à ne pas négliger.

11.1.1 Organisation générale de l'exécution des travaux

11.1.1.1 Horaires de chantier

En tout premier lieu, il est rappelé que le calendrier du chantier et les horaires de travail respecteront les lois et les règlements en vigueur ainsi que les prescriptions préfectorales s'il y a lieu. De manière générale, les horaires de travaux seront situés entre 7h et 19h au plus tard.

Les travaux seront interdits les dimanches et jours fériés, ainsi que la nuit (21h-6h). Certains travaux pourront être exécutés de nuit si la tenue des délais de réalisation le nécessite ou s'il s'agit de travaux ne pouvant être réalisés de jour. Dans ces cas-là, toutes les autorisations nécessaires seront obtenues et les riverains seront systématiquement informés.

Les déplacements d'engins et l'embauche et la débauche du personnel aux heures de grande affluence seront évités dans la mesure du possible.

11.1.1.2 Effets de liés à la sécurité du chantier

Les travaux se déroulant en bordure du domaine public, la sécurité du chantier concerne aussi bien le personnel travaillant sur les chantiers que les usagers de l'espace public.

En effet, les causes d'insécurité sont généralement dues à la confrontation entre engins de chantier, circulation générale et circulation piétonne. Les salissures et les chaussées rendues glissantes par les va-et-vient des engins sont également à noter.

❖ Mesures associées :

L'organisation du chantier et le phasage des travaux ont été étudiés de façon à limiter autant que possible les perturbations pour l'environnement, pour les usagers, de manière à maintenir les échanges et les communications et d'éviter les effets négatifs tels que perturbations de réseau, coupures d'accès, salissures etc.

Aucune mesure supplémentaire n'est à prévoir.

11.1.2 Effets liés aux déchets de chantier

Les travaux d'aménagement occasionneront la production de déchets de chantier et de débris divers (gravats,) et seront à l'origine de la production de déchets spéciaux (résidus de soudures, câblages, huiles, etc.), de déchets industriels banals (plastiques, métaux, bois, etc.) et de matériaux de déblais.

Les déchets de chantier peuvent engendrer des pollutions des sols et des eaux, un risque sanitaire, s'ils ne sont pas correctement gérés et éliminés.

❖ Mesures associées :

Il sera mis en place des procédures relatives à l'entretien des lieux de travaux et à l'acheminement des déchets.

Les principales mesures de gestion des déchets concernent :

- La mise en œuvre de dispositifs de tri et de collecte sélective des déchets (conteneurs, poubelles,) répartis sur le chantier ;
- Le nettoyage permanent du chantier et de ses abords ;
- L'élimination des déchets par une filière adaptée, selon leur nature (Schéma d'Élimination des Déchets) ;
- La réduction de la mise en décharge associée à un effort de valorisation et de recyclage des déchets. En particulier, les matériaux issus du décapage de terre végétale seront réutilisés intégralement en nappage des talus de remblais bernes et fossés enherbés ;
- L'évacuation des matériaux de déblais excédentaires vers une carrière locale pour un traitement (concassage et mise en dépôt des stériles) – favorisation d'une filière locale.
- L'organisation la collecte et le tri des déchets et emballages, en fonction de leur nature et de leur toxicité ;
- Le conditionnement hermétique des déchets ;
- La définition d'une aire provisoire de stockage quotidien des déchets générés par le chantier en vue de faciliter leur enlèvement ultérieur selon les filières appropriées ;
- prendre les dispositions nécessaires contre l'envol des déchets et emballages.

Les règles de propreté du chantier seront définies par le maître d'ouvrage, dans les pièces contractuelles des marchés de travaux.

11.1.3 Effets et mesures liés au milieu physique

11.1.3.1 Incidences sur le climat

Impact négligeable

Les moyens mécaniques mis en œuvre pour les travaux du projet seront à l'origine d'émissions polluantes, notamment de gaz à effet de serre (GES). Toutefois, ces émissions seront très localisées et limitées par les dispositions générales prises pendant les travaux.

Aucune mesure n'est à prévoir.

11.1.3.2 Incidences sur les eaux souterraines et superficielles

Impact faible

Un cours d'eau est présent à 250m au sud de la zone d'étude. La zone peut évidemment être sujette au ruissellement lors des précipitations. Une masse d'eau souterraine traverse la zone. Non exploitée, elle reste néanmoins vulnérable aux pollutions.

❖ Mesures associées :

Huiles, graisses et hydrocarbures :

- les véhicules et engins de chantier devront justifier d'un contrôle technique récent et être bien entretenus (étanchéité des réservoirs et circuits de carburants, lubrifiants et fluides hydrauliques),

- les bases-vie du chantier seront installées loin des zones écologiquement sensibles, au niveau de zones non inondables (ou non facilement inondables) dans l'emprise du projet,
- les engins de chantier stationneront loin des zones écologiquement sensibles, au niveau de zones non inondables (ou non facilement inondables). Les vidanges, nettoyages, entretiens et ravitaillements des engins seront réalisés sur des emplacements spécialement aménagés à cet effet et imperméabilisés, à l'écart de la zone de travaux. Les produits de vidanges seront recueillis/évacués en fûts fermés vers des décharges agréées,
- interdiction de tout entretien ou réparation mécanique en dehors des aires spécifiquement dédiées,
- les substances non naturelles ne seront pas rejetées dans le milieu naturel et seront retraitées par des filières appropriées. Les terres souillées seront aussi évacuées/retraitées.

Des produits absorbants devront être disponibles sur le chantier afin de pouvoir intervenir immédiatement en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures ou d'huiles de moteur dans les cours d'eau.

Eaux sanitaires

Si les aires de chantier ne sont pas reliées au réseau de collecte des eaux usées, elles devront être équipées de sanitaires (douches, WC) autonomes munies de cuves de stockage des effluents. Ces cuves seront régulièrement vidangées par une société gestionnaire.

11.1.4 Effets et mesures liés au milieu naturel et au paysage

11.1.4.1 Incidences sur les périmètres d'inventaire, de protection et de gestion concertée

Impact faible

Il n'y a aucune ZNIEFF, zone Natura 2000, ENS, ou réservoir de biodiversité dans l'emprise du projet. L'aire d'étude inclut 1 PNA : le Busard cendré. Il est très peu probable que cet être vivant niche voire même fréquente la zone du poste-source du fait qu'aucun habitat/gîte favorable (buissons, arbres) ne soit présent sur la zone.

Aucune mesure n'est à prévoir.

11.1.4.2 Incidences sur les habitats

Impact faible

La destruction des habitats peut avoir lieu lors de la réalisation des travaux (implantation de la clôture.), mais aussi lors de la circulation des engins de chantier.

Néanmoins, aucun habitat à enjeu n'a été recensé sur la zone concernée par le projet.

11.1.4.3 Incidences sur la flore

Impact faible

- Les travaux pourront engendrer :
- la destruction directe d'individus ;
 - la destruction d'habitat d'espèce ;
 - la dégradation d'habitat d'espèce

Cependant toutes les espèces floristiques recensées présentent un enjeu de préoccupation mineure.

11.1.4.4 Incidences sur la faune

Impact modéré

La réalisation du projet pourra générer des nuisances sonores et lumineuses.

Les espèces recensées durant la prospection naturaliste sont majoritairement des espèces avifaunes. Seules deux sont des espèces menacées : le Lézard des murailles et le Moineau domestique

11.1.4.5 Mesures ERC

Mesure R1 : Adaptation du calendrier des travaux en fonction de la phénologie des espèces

Les travaux devront éviter les périodes de reproduction et de nidification.

Mesure R2 : Défavorisation écologique de la zone d'emprise

L'objectif de cette mesure est de rendre la zone d'emprise défavorable à la territorialisation et au refuge de la petite et micro-faune locale. Tous blocs rocheux, pierres, souche de bois ou objets divers posés au sol devront être extraits de la zone d'emprise des travaux préalablement balisée. Cette opération se fera préférentiellement manuellement sous l'assistance d'un écologue herpétologue. Les matériaux ainsi extraits seront déposés en petits tas dans des endroits ne présentant pas d'enjeu de conservation afin de créer de petits gîtes favorables aux reptiles. Si l'emploi d'engin de chantier s'avère nécessaire pour le soulèvement de blocs rocheux, toutes les précautions d'usage devront être prises afin de s'assurer du levage délicat du matériaux et afin d'éviter tout écrasement ou destruction involontaire d'individus.

Mesure I1 : Respect des emprises du projet

Afin d'éviter d'impacter les espaces naturels situés en dehors de l'emprise stricte du projet, le plan de chantier et le cahier des charges destinés aux sous-traitants devront clairement identifier les zones de travaux autorisées et les zones sensibles. Les opérations de dégagement d'emprises (débroussaillage et défrichement) seront limitées aux zones strictement nécessaires aux travaux tel qu'autorisé dans le permis de construire.

Mesure I2 : Proscription de l'apport de terres exogènes

Dans le cadre de ce projet, il faudra éviter l'apport de terres exogènes au site afin de limiter l'introduction d'espèces végétales exotiques envahissantes voire d'un cortège d'espèces rudérales.

11.1.4.6 Incidences sur les réseaux secs et humides

Impact négligeable

Aucune mesure n'est à prévoir.

11.1.4.7 Incidences sur le paysage

Impact négligeable

Le projet s'inscrit dans une zone déjà anthropisée à l'interface entre des prairies ouvertes et une zone semi-urbaine avec des axes routiers et des habitations. Le projet est marqué par les infrastructures routières (D68 et D987). Un poste électrique est déjà présent à proximité immédiate étant donné que le projet est une extension de poste. Ce projet n'induit pas un changement d'ambiance.

Aucune mesure n'est à prévoir.

11.1.5 Effets et mesures liés à l'environnement urbain et aux nuisances

11.1.5.1 Incidences sur l'emploi

Impact négligeable

Aucune mesure n'est envisagée.

[11.1.5.2 Incidences sur les activités économiques locales et sur les équipements](#)

La mise en place de l’extension de poste n’aura pas d’impact prévu sur ces thématiques.

Aucune mesure n’est à prévoir.

[11.1.5.3 Incidences sur le patrimoine](#)

Impact nul

Le projet n’est pas concerné par un périmètre de protection de monument historique, ni par un site inscrit ou classé, ni par une zone de présomption de prescription archéologique.

Aucune mesure n’est à prévoir.

[11.1.6 Effets et mesures liés à la qualité de l’air et à l’environnement sonore](#)

[11.1.6.1 Incidences sur la qualité de l’air](#)

Impact faible

Le projet impactera de façon très locale et temporaire la qualité de l’air. En effet, les travaux sont générateurs de poussières et d’odeurs. Celles-ci, peuvent être dispersées par les vents lors du transport de matériaux et par les camions. Les poussières générées peuvent ainsi se déposer sur la végétation et l’habitat de part et d’autre du chantier, et sont susceptibles, lorsqu’elles sont émises en grande quantité, de perturber la physiologie des plantes (moins de photosynthèse), salir les chaussées et bâtiments et troubler la visibilité des automobilistes. L’envol de poussières constitue principalement un désagrément et non une pollution proprement dite.

L’activité des engins de chantier et de transport de matériaux modifiera imperceptiblement et localement la qualité de l’air ambiant par le rejet de gaz d’échappement. Les émissions des engins de chantier correspondent à des émissions de moteur diesel, comparables à celles produites par la circulation sur les axes routiers adjacents ou périphériques. Ces émissions seront couvertes par celles issues du trafic automobile, qui représente une source plus conséquente.

Par ailleurs, un chantier est également source de nuisances olfactives. Ces dernières peuvent provenir d’odeurs de goudrons, de fumées issues des gaz d’échappement des véhicules ou encore de réseaux déplacés.

❖ **Mesures associées :**

- *Concernant les poussières :*

Lors du transport de matériaux fins, les bennes devront être bâchées de manière à éviter l’envol des poussières et à réduire les risques de déversement sur les voies.

L’envol de poussières depuis la zone de travaux sera également limité par le compactage rapide des terres et l’arrosage des pistes et des surfaces nivelées par temps sec et/ou venteux. Les chaussées souillées seront nettoyées par des balayeuses afin d’éviter l’accumulation de poussières. En cas de nécessité, à la sortie du chantier, les camions passeront dans un bac de lavage des roues.

Des précautions seront prises vis-à-vis des collecteurs d’entrée d’air des équipements proches du chantier. Ces obligations de prestations figureront dans le cahier des charges des entreprises retenues pour les travaux.

- *Concernant les gaz d’échappements :*

Les entreprises œuvrant sur le chantier devront justifier du contrôle technique des véhicules utilisés afin de garantir, entre autres, le respect des normes d’émissions gazeuses en vigueur. Les vitesses aux abords du chantier seront limitées à 30 km/h.

- *Concernant les odeurs :*

Les sources d’odeurs désagréables pourront être réduites par le respect des prescriptions de chantier (gestion des déchets) et de la réglementation (contrôle technique des véhicules datant de moins de 6 mois).

[11.1.6.2 Incidences sur l’environnement sonore](#)

Impact faible

L’utilisation d’engins de chantier, bien que modérée pour ce projet, peut occasionner une gêne sonore pour les riverains et le personnel de chantier. Néanmoins le projet se situe en bordure de route (Taxat Sénat).

❖ **Mesures associées :**

Pour les transports de matériaux, des itinéraires de chantier seront définis. Les entreprises devront mettre en œuvre des matériels et engins de chantier conformes à la réglementation en vigueur sur les objets bruyants.

Tous travaux qui, par leur intensité sonore, pourraient être une gêne pour le voisinage, seront interrompus tous les jours de 21h00 à 6h00 et les dimanches et jours fériés toute la journée. Dans le cas de travaux à exécuter hors plages autorisées, toutes les précautions seront établies sur le site pour atténuer la gêne occasionnée aux personnes résidant dans le secteur.

Afin de limiter les sources de pollution sonore, l’emploi des groupes électrogènes ou de compresseurs sera limité au strict minimum. Il sera prévu des raccords au réseau d’électricité, et ce préalablement au démarrage du chantier. Cette mesure est néanmoins susceptible d’évoluer.

11.2 Effets permanents et mesures associées

[11.2.1 Effets et des mesures liés au milieu naturel et au paysage](#)

[11.2.1.1 Incidence sur le climat](#)

Impact nul

Aucun effet sur le climat n’est répertorié pour ce type de projet.

Aucune mesure n’est à prévoir.

[11.2.1.2 Incidences sur la topographie et la géologie](#)

Impact négligeable

Aucune mesure n’est ainsi à prévoir.

[11.2.1.3 Incidences sur les eaux souterraines et superficielles](#)

Impact faible

Un cours d’eau est présent à 250m au sud de la zone d’étude. Le projet ne prévoit pas de prélèvements, ni d’injection d’eau dans les nappes souterraines.

Aucune mesure n’est ainsi à prévoir.

[11.2.1.4 Incidences sur les réseaux secs et humides](#)

Impact nul

Aucun impact n’est à prévoir sur cette thématique.

Aucune mesure n’est à prévoir.

[11.2.1.5 Incidences sur les périmètres d'inventaire, de protection et de gestion concertée](#)

Impact négligeable

Il n'y a aucune ZNIEFF, zone Natura 2000, ENS, ou réservoir de biodiversité dans l'emprise du projet. L'aire d'étude inclut 1 PNA : le Busard cendré. Il est très peu probable que cet être vivant niche voire même fréquente la zone du poste-source du fait qu'aucun habitat/gîte favorable (buissons, arbres) ne soit présent sur la zone.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.1.6 Incidences sur la faune, la flore et les habitats](#)

Impact faible

Notons qu'un dérangement en phase exploitation est à prévoir pour chacune des espèces présentées dans l'état initial.

Une fois le projet finit, il vient s'ajouter au bâti déjà présent à proximité immédiate, ce qui ne fragmentera pas d'avantage l'éco-complexe.

Les enjeux faunistiques et floristiques étant faibles sur la zone d'étude, l'impact sur le long terme est donc faible.

❖ **Mesures associées :**

Grâce à la mise en place des mesures de suppression et de réduction en phase chantier, l'impact du projet en phase d'exploitation sera faible et ne nécessitera pas la mise en place de mesures particulières.

[11.2.1.7 Incidences sur le paysage](#)

Impact négligeable

Le poste source est une extension de projet. Le projet s'insère donc à côté des bâtis déjà présents et impacte faiblement le paysage déjà urbanisé.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.2 Effets et mesures liés à l'environnement urbain et aux nuisances](#)

[11.2.2.1 Incidences sur le contexte socioéconomique](#)

Impact nul

La mise en place de ce projet ne contribuera pas à l'économie du secteur sur le long terme.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.2.2 Incidences sur le foncier](#)

Impact négligeable

Le projet se situera sur une parcelle privée (ENEDIS/RTE).

Aucune expropriation n'est nécessaire.

[11.2.2.3 Incidences sur le patrimoine](#)

Impact nul

Le projet n'est pas concerné par un périmètre de protection de monument historique, ni par un site inscrit ou classé, ni par une zone de présomption de prescription archéologique.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.2.4 Incidences sur les déchets](#)

Impact nul

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.2.5 Incidences sur les projets urbains](#)

Impact nul

Aucun projet urbain n'est prévu aux alentours du projet d'extension.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.2.1 Impact sur le trafic](#)

Impact nul

L'impact de ce projet sur le trafic sera nul.

[11.2.2.2 Incidences sur les nuisances](#)

Impact nul

Qualité de l'air :

Aucun impact n'est recensé vis à vis de la thématique qualité de l'air en période d'exploitation.

Aucune mesure n'est à prévoir.

Impact nul

Environnement sonore :

Cette extension n'engendrera pas d'impact sonore au-delà de la parcelle. Le bruit généré par le poste électrique est moindre.

Aucune mesure n'est à prévoir.

Environnement lumineux :

Impact nul

Le projet se situe dans une zone faiblement polluée par les éclairages. Il n'engendrera aucune amplification du phénomène.

Aucune mesure n'est à prévoir.

[11.2.3 Effets et mesures liés aux risques naturels et technologiques](#)

[11.2.3.1 Risques naturels](#)

Impact négligeable

Le projet est situé sur une zone soumise à :

- Un aléa « remontée de nappe : zone potentiellement sujettes aux débordements de nappe » ;

- Un aléa moyen « retrait-gonflement des argiles »;

Le projet intégrera lors de sa phase de conception des dispositions de constructibilité permettant de ne pas aggraver l'exposition du site au risque de retrait gonflement des argiles.

Aucune mesure n'est à prévoir.

11.2.3.1 Risques technologiques

Impact nul

Le projet n'aura aucun impact sur les sites BASIAS à proximité.

Aucune mesure n'est à prévoir.

12 BILAN DES ENJEUX APRES MISE EN APPLICATION DES MESURES D'ATTENUATION ET DE PROTECTION

Impact nul	Impact positif	Impact Faible	Impact moyen	Impact fort
------------	----------------	---------------	--------------	-------------

MILIEU	THEMATIQUE	SENSIBILITE	Impact du projet	MESURES	Impacts résiduels
MILIEU PHYSIQUE	Climat	Climat océanique dégradé, continental, montagne : doux et humide		Aucune mesure	
	Topographie et géologie	Topographie relativement plane. La zone est concernée par des alluvions fluviales anciennes de moyenne terrasse		Aucune mesure	
	Hydrogéologie	Des entités hydrogéologiques sur la zone d'études sont présentes à faible profondeur		<ul style="list-style-type: none">- Les véhicules et engins de chantier devront justifier d'un contrôle technique récent et être bien entretenus (étanchéité des réservoirs et circuits de carburants, lubrifiants et fluides hydrauliques),- Les bases-vie du chantier seront installées loin des zones écologiquement sensibles, au niveau de zones non inondables (ou non facilement inondables) dans l'emprise du projet,- Les engins de chantier stationneront loin des zones écologiquement sensibles, au niveau de zones non inondables (ou non facilement inondables). Les vidanges, nettoyages, entretiens et ravitaillements des engins seront réalisés sur des emplacements spécialement aménagés à cet effet et imperméabilisés, à l'écart de la zone de travaux. Les produits de vidanges seront recueillis/évacués en fûts fermés vers des décharges agréées,- Interdiction de tout entretien ou réparation mécanique en dehors des aires spécifiquement dédiées,- Les substances non naturelles ne seront pas rejetées dans le milieu naturel et seront retraitées par des filières appropriées. Les terres souillées seront aussi évacuées/retraitées.-Des produits absorbants devront être disponibles sur le chantier afin de pouvoir intervenir immédiatement en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures ou d'huiles de moteur dans les cours d'eau.-Si les aires de chantier ne sont pas reliées au réseau de collecte des eaux usées, elles devront être équipées de sanitaires (douches, WC) autonomes munies de cuves de stockage des effluents. Ces cuves seront régulièrement vidangées par une société gestionnaire.	
	Hydrologie	Un cours d'eau si situe à 250m au sud du secteur d'étude		Aucune mesure	
MILIEU NATUREL	Inventaire de protection	Aucune ZNIEFF de type I et II, aucun réservoir de biodiversité, site Natura 2000, ENS n'est inclus dans l'aire d'étude		Aucune mesure	
	Protection contractuelle	Traverse le PNA du Busard cendré		Aucune mesure	
	Habitat/flore	Aire d'étude entièrement artificialisée et occupée dans sa majeure partie par des		- Adaptation du calendrier des travaux en fonction de la phénologie	

	terrestre	terres agricoles et arables. Toutes les espèces floristiques recensées sont classées préoccupation mineure.		des espèces	
	Faune terrestre	Présence de 2 espèces menacées sur la commune : le Léopard des murailles et le Moineau domestique		- Mise en défens des secteurs à enjeux écologiques	
	Continuités écologiques	La zone d'étude ne se trouve sur aucun corridor écologique ou réservoir de biodiversité d'après le SRADDET Auvergne Rhône-Alpes.		- Défavorisation écologique de la zone d'emprise - Création de gîtes de substitution en faveur du Léopard ocellé et des cortèges herpétologique et batrachologique dans leurs ensembles - Proscription de l'apport de terres exogènes - Respect des emprises du projet	
ENVIRONNEMENT URBAIN	Occupation du sol	L'aire d'étude occupe une parcelle urbanisée, destinée à l'implantation de parcelles industrielles et artisanales		Aucune mesure	
	Réseaux	Aucune aire d'alimentation de captage en eau potable n'est présente sur l'aire d'étude		Aucune mesure	
	Déchets	Présence de la déchetterie de la commune à proximité de l'aire d'étude		<ul style="list-style-type: none"> - La mise en œuvre de dispositifs de tri et de collecte sélective des déchets (conteneurs, poubelles,) répartis sur le chantier ; -Le nettoyage permanent du chantier et de ses abords ; -L'élimination des déchets par une filière adaptée, selon leur nature (Schéma d'Élimination des Déchets) ; -La réduction de la mise en décharge associée à un effort de valorisation et de recyclage des déchets. En particulier, les matériaux issus du décapage de terre végétale seront réutilisés intégralement en nappage des talus de remblais bernes et fossés enherbés ; - L'évacuation des matériaux de déblais excédentaires vers une carrière locale pour un traitement (concassage et mise en dépôt des stériles) – favorisation d'une filière locale. - L'organisation la collecte et le tri des déchets et emballages, en fonction de leur nature et de leur toxicité ; -Le conditionnement hermétique des déchets -La définition d'une aire provisoire de stockage quotidien des déchets générés par le chantier en vue de faciliter leur enlèvement ultérieur selon les filières appropriées ; -Prendre les dispositions nécessaires contre l'envol des déchets et emballages ; -Les règles de propreté du chantier seront définies par le maître d'ouvrage, dans les pièces contractuelles des marchés de travaux. -L'entreprise sera notamment tenue d'établir un SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets). Des audits réguliers auront pour objectif de vérifier la bonne application de ce document. <p>En phase d'exploitation, le projet ne sera pas source de déchet</p>	
PAYSAGE ET PATRIMOINE	Environnement paysager	<p>Paysage agricole et anthropisé : infrastructure routière, réseau aérien, habitations, zone industrielle.</p> <p>Perceptible depuis les habitations et les routes environnantes.</p>		<p>Des aménagements paysagers sont à prévoir. Les espèces seront choisies en référence aux essences locales afin d'optimiser l'intégration paysagère dans le site, de garantir une bonne reprise des végétaux et minimiser l'entretien.</p> <p>Reconstitution de lisière et création de boisements (jeunes plants forestiers)</p>	

	Archéologie	L'aire d'étude n'est pas dans un périmètre de site archéologique		Aucune mesure	
	Monuments historiques	L'aire d'étude n'est pas incluse dans un périmètre de co-visibilité de 500 mètres		Aucune mesure	
	Sites inscrits sites classés	Pas de sites inscrits ou classés		Aucune mesure	
SANTE PUBLIQUE ET NUISANCES	Qualité de l'air	Qualité de l'air moyenne avec comme polluant principale l'ozone		<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Concernant les poussières :</i> Lors du transport de matériaux fins, les bennes devront être bâchées de manière à éviter l'envol des poussières et à réduire les risques de déversement sur les voies. L'envol de poussières depuis la zone de travaux sera également limité par le compactage rapide des terres et l'arrosage des pistes et des surfaces nivelées par temps sec et/ou venteux. Les chaussées souillées seront nettoyées par des balayeuses afin d'éviter l'accumulation de poussières. En cas de nécessité, à la sortie du chantier, les camions passeront dans un bac de lavage des roues. Des précautions seront prises vis à vis des collecteurs d'entrée d'air des équipements proches du chantier. Ces obligations de prestations figureront dans le cahier des charges des entreprises retenues pour les travaux. ▪ <i>Concernant les gaz d'échappements :</i> Les entreprises œuvrant sur le chantier devront justifier du contrôle technique des véhicules utilisés afin de garantir, entre autres, le respect des normes d'émissions gazeuses en vigueur. Les vitesses aux abords du chantier seront limitées à 30 km/h. ▪ <i>Concernant les odeurs :</i> Les sources d'odeurs désagréables pourront être réduites par le respect des prescriptions de chantier (gestion des déchets) et de la réglementation (contrôle technique des véhicules datant de moins de 6 mois). 	
	Bruit, vibrations et pollution lumineuse	Pollution lumineuse faible Secteur impacté par les bruits de l'A71		<p>Pour les transports de matériaux, des itinéraires de chantier seront définis, notamment pour le transport des déblais. Les entreprises devront mettre en œuvre des matériels et engins de chantier conformes à la réglementation en vigueur sur les objets bruyants.</p> <p>Tous travaux qui, par leur intensité sonore, pourraient être une gêne pour le voisinage, seront interrompus tous les jours de 21h00 à 6h00 et les dimanches et jours fériés toute la journée. Dans le cas de travaux à exécuter hors plages autorisées, toutes les précautions seront établies sur le site pour atténuer la gêne occasionnée aux personnes résidant dans le secteur.</p> <p>Afin de limiter les sources de pollution sonore, l'emploi des groupes électrogènes ou de compresseurs sera limité au strict minimum. Il sera prévu des raccords au réseau d'électricité, et ce préalablement au démarrage du chantier. Cette mesure est néanmoins susceptible d'évoluer.</p>	
RISQUES	Inondation	Aléa remontée de nappe : zone potentiellement sujettes aux débordements de		Aucune mesure	

		nappe			
	Feux de forêt	Pas de risque de feux de forêt dans l'Allier		Aucune mesure	
	Mouvement de terrain	Aléa moyen pour le retrait-gonflement des argiles. Pas de mouvement de terrain enregistré sur la commune depuis 1982		Aucune mesure	
	Séisme	Sismicité de niveau 2 soit une sismicité faible		Aucune mesure	
	Risque industriel	Un site ICPE (Seveso seuil bas) et un site BASIAS présents à 130m de la zone d'étude		Aucune mesure	
DOCUMENTS DE PLANIFICATION	PLU	Le projet est situé sur une zone agricole et urbaine. Il n'y a pas de mise en compatibilité nécessaire		Aucune mesure	
	SCOT	La commune appartient au SCoT Saint-Pourçain Sioule Limagne		Aucune mesure	